

NOTICE ANNUELLE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 28 JANVIER 2024

LE 16 AVRIL 2024





TABLE DES MATIÈRES

1	Notes explicatives.....	1
2	Historique	3
3	Structure de l'entreprise	4
4	Développement général de l'entreprise.....	6
5	Activités de la Société	9
6	Description de la structure du capital	22
7	Dividendes.....	24
8	Description des dettes importantes.....	25
9	Notes	28
10	Marché pour la négociation des titres	30
11	Administrateurs et dirigeants	31
12	Renseignements sur le comité d'audit	35
13	Poursuites et application de la loi.....	37
14	Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes	38
15	Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres.....	38
16	Contrats importants.....	38
17	Intérêts des experts	38
18	Renseignements complémentaires	39
	ANNEXE A – Règles du comité d'audit	A-1

1 NOTES EXPLICATIVES

Sauf indication contraire, les renseignements qui figurent dans la présente notice annuelle (la « notice annuelle ») sont arrêtés au 28 janvier 2024, dernier jour du plus récent exercice clos de la Société, et toutes les sommes d'argent sont exprimées en dollars canadiens.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines. Toutefois, comme il est d'usage en ce qui concerne le calendrier du secteur de la vente au détail, une semaine est ajoutée à l'exercice tous les cinq ou six ans. Le terme « exercice 2025 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 2 février 2025, le terme « exercice 2024 » désigne l'exercice de la Société clos le 28 janvier 2024, le terme « exercice 2023 » désigne l'exercice de la Société clos le 29 janvier 2023 et le terme « exercice 2022 » désigne l'exercice de la Société clos le 30 janvier 2022.

Les termes « Dollarama » ou la « Société » désignent Dollarama inc. et toutes ses filiales, collectivement, ou Dollarama inc. ou au moins une de ses filiales, selon le cas, et ces désignations ne comprennent Dollarcity que dans les cas expressément prévus par les présentes. La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter.

1.1 Énoncés prospectifs

La notice annuelle comporte des énoncés prospectifs au sujet des intentions, des attentes et des projets actuels et futurs, des résultats, du degré d'activité, du rendement, des objectifs, des réalisations (y compris nos objectifs et notre stratégie ESG) ou de tout autre événement ou fait nouveau à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont fondés sur la plus récente information dont disposait la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et géopolitique, et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et en Amérique latine et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2024 (le « rapport de gestion de l'exercice 2024 ») : les augmentations futures des charges d'exploitation (y compris les hausses du salaire minimum prescrit par la loi), les augmentations futures du coût des marchandises (notamment en raison de la hausse des coûts des matières premières et de différends sur les tarifs), les augmentations futures des frais de livraison et de transport et des autres frais de logistique (notamment en raison des coûts de fret, de l'augmentation du prix des carburants et des frais de détention), l'incapacité de maintenir une gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, l'augmentation des coûts ou l'interruption du flux de marchandises importées (notamment en raison des interruptions de la chaîne d'approvisionnement mondiale et de l'instabilité géopolitique causée par l'intensification des tensions entre la Chine et les pays occidentaux), l'incapacité de maintenir l'image de marque et la réputation, la perturbation dans le réseau de distribution, les freintes de stocks, l'incapacité de conclure ou de renouveler, selon le cas, les baux des magasins et des entrepôts à des conditions favorables et concurrentielles, l'incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, le caractère saisonnier, l'acceptation par le marché des marques maison, l'incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, les fluctuations du taux de change, les pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, l'exercice par les actionnaires fondateurs de Dollarcity (défini ci-après) de leur option de vente, le niveau d'endettement et l'incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, la modification de la solvabilité et de la note et la hausse potentielle du coût du capital, le risque relatif à la dette à taux d'intérêt variable, les hausses d'impôts et modifications apportées aux lois fiscales applicables ou à leur interprétation, la concurrence dans le secteur de la vente au détail (y compris de la

part des détaillants en ligne), les technologies de rupture, la conjoncture générale de l'économie, le départ de hauts dirigeants, l'incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, les interruptions des systèmes de technologies de l'information, l'incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, l'impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès (y compris l'incapacité de déceler et de poursuivre de nouvelles occasions de croissance), la structure de société de portefeuille, les conditions météorologiques défavorables, les pandémies ou les épidémies, les tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, les changements climatiques, les perturbations géopolitiques et l'instabilité politique dans les pays étrangers, les coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, les réclamations en responsabilité du fait des produits et les rappels de produits, les actions collectives et autres litiges, la conformité sur les plans réglementaire et environnemental et l'activisme des actionnaires.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les activités ou la situation financière de la Société; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet du rendement financier de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus aux présentes visent à décrire les attentes de la direction en date de la présente notice annuelle, et la direction n'a pas l'intention et décline toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans la notice annuelle doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

1.2 Principes comptables, mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les états financiers de la Société, disponibles sur SEDAR+ au www.sedarplus.com, sont établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada décrits dans la Partie 1 du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, qui inclut les Normes internationales d'information financière du Conseil des normes comptables internationales (IFRS).

La présente notice annuelle fait mention du BAIIA, une mesure financière non conforme aux PCGR, et d'autres mesures financières complémentaires, à savoir les ventes des magasins comparables et la marge brute. Le BAIIA représente une mesure complémentaire utile permettant d'évaluer la rentabilité et de mesurer la capacité sous-jacente de la Société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation. Les ventes des magasins comparables représentent les ventes des magasins Dollarama, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La marge brute représente le profit brut divisé par les ventes, exprimé en pourcentage des ventes. Nous estimons que ces mesures sont des mesures complémentaires importantes du rendement financier et opérationnel, car elles éliminent les éléments qui ont une incidence moindre sur celles-ci, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont fréquemment recours aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Notre direction fait par ailleurs appel aux mesures financières non conformes aux PCGR et à d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison du rendement financier et opérationnel d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assumer le service de la dette, les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement dans l'avenir.

Cependant, les mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, et elles ne doivent pas être examinées isolément ni remplacer l'analyse des résultats de la Société présentés selon les PCGR. Voir la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société disponible sur SEDAR+ au www.sedarplus.com pour de plus amples renseignements sur les mesures non conformes aux PCGR et les autres mesures financières et pour obtenir leur rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

1.3 Données sur le marché et l'industrie

Les données sur le marché et l'industrie présentées dans la notice annuelle ont été obtenues au moyen d'enquêtes internes au sein de la Société, de renseignements provenant de tiers, notamment de sites Web de tiers, et d'estimations préparées par la direction. Même si ces sources sont jugées fiables, elles n'ont pas été vérifiées de façon indépendante et rien ne garantit à la direction que les renseignements contenus dans les sites Web de tiers sont à jour. La direction n'a connaissance d'aucune déclaration fausse ou trompeuse à l'égard des données sur le marché et l'industrie présentées dans la notice annuelle, mais ces données comportent des risques et des incertitudes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, notamment ceux dont il est question aux rubriques « Énoncés prospectifs » de la présente notice annuelle et « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société.

2 HISTORIQUE

L'entreprise de Dollarama a été fondée en 1992 par Larry Rossy, membre de la troisième génération d'une famille de marchands, et est depuis devenue un chef de file canadien des détaillants à bas prix dont l'objectif est de fournir aux Canadiens de tous les milieux le meilleur rapport qualité-prix pour chaque dollar qu'ils dépensent. Avec les années, plusieurs initiatives clés lancées ont défini le modèle d'entreprise de Dollarama. Ces initiatives comprennent : (i) l'adoption du concept du magasin à prix fixes; (ii) la poursuite d'une stratégie d'expansion du réseau de magasins partout au Canada pour faire croître la reconnaissance de la marque et augmenter les ventes; (iii) la mise en œuvre d'un programme visant l'approvisionnement direct auprès de fournisseurs étrangers, ce qui permet de réduire le coût des marchandises et de diversifier et d'améliorer la gamme de produits.

Aujourd'hui, Dollarama exploite plus de 1 550 magasins, tous exploités par la Société, compte plus de 28 000 employés et fournit aux Canadiens un accès facile et pratique à des articles du quotidien à prix abordable qui répondent à leurs besoins et dépassent leurs attentes. La marchandise est vendue à des prix fixes d'un maximum de 5,00 \$.

Dollarama détient également une participation de 50,1 % dans Central American Retail Sourcing, Inc. (« CARS »), la société mère du groupe Dollarcity (« Dollarcity »). Tout comme Dollarama au Canada, Dollarcity est un détaillant à bas prix latino-américain qui propose un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers à des prix fixes d'un maximum de 4,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale) au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou. Voir « Activités de la Société – Dollarcity ».

Dollarama au fil des années

1992	2004	2009	2011	2012	2013
Création de Dollarama à titre de chaîne de magasins à prix unique par Larry Rossy	Investissement par Bain Capital	PAPE (TSX : DOL) 585 magasins dans 10 provinces Introduction de la stratégie de prix multiples	Vente par Bain Capital de sa participation en actions restante Déclaration du premier dividende	Introduction d'articles aux prix de 2,50 \$ et de 3,00 \$ Lancement de la première offre de rachat dans le cours normal des activités Publication de la première déclaration sur le développement durable	Début du partenariat commercial avec le détaillant à bas prix d'Amérique latine Dollarcity
2015	2016	2019	2020	2021	2022
Ouverture du 1 000 ^e magasin Dollarama Introduction du premier Code de conduite des fournisseurs	Introduction d'articles aux prix de 3,50 \$ et de 4,00 \$ Nomination de Neil Rossy au poste de président et chef de la direction	Lancement du magasin en ligne pour les ventes en gros Acquisition de 50,1 % de Dollarcity; objectif de 600 magasins d'ici 2029 (excluant le Pérou) Publication du premier rapport ESG	Dollarama est reconnue comme un commerce essentiel dans le contexte de la pandémie de COVID-19	Nouvel objectif à long terme de 2 000 magasins Dollarama au Canada d'ici 2031 Publication du premier rapport ESG suivant les normes SASB	Introduction d'articles au prix maximal de 5,00 \$ Publication de la première stratégie climatique et de l'objectif climatique de première génération Nouvelle cible de 850 magasins Dollarcity d'ici 2029 (incluant le Pérou)
2023	Ouverture du 1 500 ^e magasin Dollarama Ouverture du 500 ^e magasin Dollarcity				

3 STRUCTURE DE L'ENTREPRISE

3.1 Constitution et autres renseignements

La Société a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA ») par statuts constitutifs datés du 20 octobre 2004 sous la dénomination 4258401 Canada Inc. La dénomination de la Société a ensuite été changée pour devenir Dollarama Capital Corporation aux termes de clauses modificatrices datées du 16 novembre 2004. Les statuts de la Société ont à nouveau été modifiés le 20 décembre 2006, notamment pour créer les catégories d'actions ordinaires et privilégiées, et le 8 septembre 2009, pour changer sa dénomination pour Dollarama inc. Immédiatement avant la clôture de son premier appel public à l'épargne le 16 octobre 2009, la Société a fusionné avec 4513631 Canada Inc., une de ses sociétés de portefeuille, en vertu de la LCSA aux termes de statuts de fusion datés du 16 octobre 2009. Le 11 septembre 2014, Dollarama a déclaré un dividende en actions (qui a eu le même effet qu'un fractionnement des actions ordinaires en circulation de Dollarama, à raison de deux pour une), et les actions ordinaires de Dollarama ont commencé à être négociées selon le fractionnement le 18 novembre 2014. Le 19 juin 2018, les statuts de la Société ont été modifiés afin de diviser le nombre d'actions ordinaires de la Société, à raison de trois pour une.

Le siège social de la Société est situé au 5805, avenue Royalmount, Montréal (Québec) H4P 0A1. Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « DOL ».

3.2 Liens intersociétés

Le tableau suivant présente les principales filiales de la Société, leur territoire de constitution ou de formation ainsi que le pourcentage d'actions détenues en propriété par la Société dans chacune d'elles au 28 janvier 2024 :

Filiale	Territoire de constitution ou de formation	Pourcentage de propriété
Dollarama S.E.C.	Québec	100 %
Dollarama International Inc.	Canada	100 %
Central American Retail Sourcing, Inc.	Panama	50,1 %

Dollarama S.E.C. exploite la chaîne de magasins Dollarama au Canada et fournit le soutien logistique et administratif requis.

Dollarama International Inc. (« Dollarama International ») détient une participation de 50,1 % dans CARS, la société mère de Dollarcity, depuis le 14 août 2019. La participation de Dollarama dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence. Voir « Activités de la Société – Dollarcity ».

4 DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL DE L'ENTREPRISE

Au 28 janvier 2024, Dollarama exploitait 1 551 magasins dans l'ensemble du Canada et avait généré un chiffre d'affaires de 5,867 milliards de dollars et un BAIIA¹ de 1,861 milliard de dollars pour l'exercice clos le 28 janvier 2024.

Au cours des trois derniers exercices clos, Dollarama a ouvert un nombre net total de 195 nouveaux magasins, a agrandi un total de 47 magasins et a relocalisé un total de 18 magasins, ce qui représente dans l'ensemble un ajout de 2 163 596 pieds carrés à son réseau de vente au détail au Canada, soit une augmentation de 15,5 % depuis le 1^{er} février 2021.

Au 31 décembre 2023, Dollarcity exploitait un total de 532 magasins au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou, et avait généré un chiffre d'affaires de 1 022,2 millions de dollars américains (1 379,4 millions de dollars) au cours de son exercice clos le 31 décembre 2023.

Les principaux faits nouveaux relatifs aux activités de Dollarama au cours des trois derniers exercices clos et depuis le début de l'exercice en cours sont décrits ci-après.

4.1 Faits nouveaux de l'exercice 2025

Dividende en espèces trimestriel

Le 4 avril 2024, la Société a annoncé que son conseil d'administration (le « conseil d'administration ») a approuvé une augmentation de 29,9 % du dividende en espèces trimestriel versé aux porteurs de ses actions ordinaires, ce qui le portera à 0,0920 \$ par action ordinaire.

Renouvellement des baux conclus entre parties liées

Le 3 avril 2024, la Société a renouvelé les baux à long terme régissant son siège social et cinq de ses entrepôts, qui sont loués auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy. Voir « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes »).

4.2 Faits nouveaux de l'exercice 2024

Nomination d'un nouveau chef de la direction financière

Avec prise d'effet le 18 décembre 2023, M. Patrick Bui a été nommé chef de la direction financière de la Société. Voir « Administrateurs et dirigeants ».

Placement privé de 500 millions de dollars de billets non garantis de premier rang

Le 26 septembre 2023, la Société a émis des billets non garantis de premier rang à taux fixe d'un capital total de 500,0 millions de dollars échéant le 26 septembre 2028 (les « billets à taux fixe de 5,533 % ») dans le cadre d'un placement privé au Canada. Les billets à taux fixe de 5,533 % portent intérêt au taux fixe de 5,533 % par année. La Société a affecté le produit net du placement, ainsi que des liquidités disponibles, au remboursement des billets non garantis d'un capital total de 500,0 millions de dollars échéant le 6 novembre 2023 et aux besoins généraux de l'entreprise. Voir « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang » et « Notes ».

Acquisition d'un immeuble stratégiquement situé à proximité des activités de logistique

Le 16 août 2023, la Société a fait l'acquisition d'une propriété industrielle à Ville de Mont-Royal, au Québec, pour une contrepartie en espèces totale de 88,1 millions de dollars (compte tenu des ajustements usuels du prix de clôture). Voir « Activités de la Société – Entreposage et distribution ».

¹ Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux PCGR. Le lecteur est prié de se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cette mesure, notamment un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 juillet 2023, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et l'obtention de l'approbation de la TSX pour racheter au plus 13 695 242 de ses actions ordinaires, soit environ 4,8 % des 283 376 026 actions ordinaires émises et en circulation au 30 juin 2023, au cours de la période de 12 mois qui prendra fin le 6 juillet 2024 (l'« offre de rachat de 2023-2024 »). Au 28 janvier 2024, la Société avait racheté aux fins d'annulation un total de 5 014 938 actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat de 2023-2024, au cours moyen pondéré de 94,48 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en espèces totale de 473,8 millions de dollars.

Au cours de l'exercice 2023 et de l'exercice 2022, la Société avait renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter aux fins d'annulation au plus 18 713 765 actions ordinaires (soit 7,5 % du flottant au 30 juin 2022) et 19 376 824 actions ordinaires (soit 7,5 % du flottant au 30 juin 2021), respectivement, dans les deux cas au cours de la période de 12 mois applicable. Au cours de l'exercice 2022, de l'exercice 2023 et de l'exercice 2024, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 34 218 561 actions ordinaires dans le cadre de ses programmes d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au cours moyen pondéré de 70,28 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie en espèces totale de 2 404,7 millions de dollars. Voir « Description de la structure du capital – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités ».

Modifications de la convention de crédit

Le 5 juillet 2023, la Société et les prêteurs concernés ont conclu une sixième convention de modification de la convention de crédit (définie ci-après) aux termes de laquelle, entre autres, chaque facilité a été prorogée d'un an, de sorte que la Facilité A arrive maintenant à échéance le 5 juillet 2028, la Facilité B et la Facilité C, le 6 juillet 2026 et la Facilité D, le 3 juillet 2024. Voir « Description des dettes importantes – Facilité de crédit ».

Nomination d'une nouvelle administratrice

Le 29 mars 2023, la Société a annoncé la nomination de M^{me} Thecla Sweeney à titre d'administratrice indépendante. M^{me} Sweeney est également membre du comité d'audit et du comité de nomination et de gouvernance. Voir « Administrateurs et dirigeants ».

4.3 Faits nouveaux de l'exercice 2023

Expansion de la capacité d'entreposage

Le 23 décembre 2022, la Société a pris possession d'une nouvelle installation construite sur mesure d'une superficie d'environ 500 000 pieds carrés, située à Laval, au Québec. La Société avait précédemment annoncé, le 30 mars 2022, avoir conclu un bail à long terme visant ce septième entrepôt afin d'accroître sa capacité d'entreposage à court terme. Voir « Activités de la Société – Entreposage et distribution ».

Placement privé de 700 millions de dollars de billets non garantis de premier rang

Le 4 octobre 2022, la Société a émis deux tranches de billets non garantis de premier rang à taux fixe échéant respectivement le 27 octobre 2025 (les « billets à taux fixe à 5,084 % ») et le 26 avril 2030 (les « billets à taux fixe à 5,165 % ») dans le cadre d'un placement privé, réalisé au Canada. Les billets à taux fixe à 5,084 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 250,0 millions de dollars et portent intérêt au taux fixe annuel de 5,084 %. Les billets à taux fixe à 5,165 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 450,0 millions de dollars et portent intérêt au taux fixe annuel de 5,165 %. Voir « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang » et « Notes ».

Augmentation de la taille du programme de papier commercial américain

Le 7 juillet 2022, la Société a annoncé l'augmentation de la taille de son programme de papier commercial aux États-Unis (le « programme de papier commercial américain »), qui est passé de 500,0 millions de dollars américains à 700,0 millions de dollars américains. Voir « Description des dettes importantes – Programme de papier commercial américain » et « Notes ».

Modification des facilités de crédit pour les lier au développement durable

Le 5 juillet 2022, la Société et les prêteurs concernés ont conclu une cinquième convention de modification de la convention de crédit afin, notamment, (i) de convertir les facilités de crédit consortiales en facilités de

crédit liées au développement durable (collectivement, la « facilité de crédit »), (ii) d'augmenter de 250,0 millions de dollars la taille de la facilité B pour la faire passer à un montant total de 450,0 millions de dollars, faisant ainsi passer le montant total disponible au titre de la facilité de crédit de 800,0 millions de dollars à 1 050,0 millions de dollars et (iii) de prolonger d'un an la durée de chaque tranche. Voir « Description des dettes importantes – Facilité de crédit ».

Introduction de nouveaux prix fixes

Le 30 mars 2022, la Société a annoncé qu'au cours de l'exercice 2023, elle introduira progressivement de nouveaux prix fixes allant jusqu'à 5,00 \$, conformément à sa stratégie de prix multiples en place depuis 2009.

4.4 Faits nouveaux de l'exercice 2022

Placement privé de 700 millions de dollars de billets non garantis de premier rang

Le 8 juillet 2021, la Société a émis deux tranches de billets non garantis de premier rang à taux fixe échéant respectivement le 8 juillet 2026 (les « billets à taux fixe à 1,871 % ») et le 9 juillet 2029 (les « billets à taux fixe à 2,443 % ») dans le cadre d'un placement privé réalisé au Canada. Les billets à taux fixe à 1,871 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 millions de dollars et portent intérêt au taux fixe annuel de 1,871 %. Les billets à taux fixe à 2,443 % ont été émis à leur valeur nominale pour un produit brut total de 375,0 millions de dollars et portent intérêt au taux fixe annuel de 2,443 %. Voir « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang » et « Notes ».

Nomination d'une nouvelle administratrice

Le 9 juin 2021, M^{me} Samira Sakhia a été élue administratrice et nommée au comité d'audit. Voir « Administrateurs et dirigeants ».

Nouveau nombre cible de magasins à long terme

Le 31 mars 2021, après avoir évalué soigneusement le potentiel de marché des magasins Dollarama partout au pays et la pertinence continue du modèle d'affaires de la Société, la direction a annoncé un nouveau nombre cible de magasins à long terme de 2 000 magasins d'ici 2031. Il s'agit d'une augmentation par rapport à la cible à long terme de 1 700 magasins communiquée précédemment par la Société. La Société a en outre réaffirmé être confiante d'atteindre cet objectif tout en maintenant une période moyenne de remboursement du capital investi dans un nouveau magasin d'environ deux ans.

Entre autres facteurs, l'évaluation a tenu compte des données sur le recensement et le revenu des ménages, du contexte concurrentiel dans le secteur du commerce de détail, du contexte immobilier, des taux de pénétration des magasins par habitant, du rendement passé des magasins comparables et des nouveaux magasins, et de l'actuel portefeuille de projets immobiliers.

5 ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

5.1 Aperçu de l'industrie

Le secteur du commerce de détail à bas prix représente un segment bien établi et en croissance de l'industrie canadienne du commerce de détail. La demande des consommateurs canadiens à l'égard des produits à bas prix a augmenté considérablement au cours des dernières décennies, comme en témoigne l'augmentation du nombre de marchands de masse, de chaînes à bas prix de plus petite taille, de clubs-entrepôts, de supermarchés à bas prix, de détaillants liquidateurs et de magasins à un dollar. La direction estime que le segment du commerce de détail à bas prix restera solide puisque les consommateurs recherchent la commodité, la proximité et des produits d'usage courant abordables.

Le segment du commerce de détail à bas prix dans lequel Dollarama exerce ses activités se distingue généralement de celui des autres détaillants grâce à au moins une des caractéristiques suivantes : (i) des bas prix fixes; (ii) la taille des magasins et les emplacements pratiques; (iii) la vaste gamme de produits de marque et sans marque, incluant un large éventail de produits essentiels d'usage courant et d'articles saisonniers; (iv) les produits offerts en petites quantités ou individuellement; (v) un environnement libre-service sans superflu.

Les produits offerts comprennent généralement les produits essentiels des catégories suivantes : les produits d'entretien ménager, les produits de soins personnels, les cosmétiques, les produits pharmaceutiques en vente libre, la nourriture, les boissons, les collations, les friandises, la nourriture et les accessoires pour animaux ainsi que les articles ménagers, les articles de cuisine, les articles de verre, la vaisselle, le linge de maison et les serviettes, les contenants et les accessoires de rangement, les produits de décoration et les ornements saisonniers, les livres, les articles de papeterie, les cartes de souhaits, les articles de cadeaux, les articles de fête, les jouets et les jeux, les fournitures artistiques et artisanales, les produits électroniques, les souvenirs, les babioles, les bijoux, les vêtements, les chaussures, les chapeaux, les costumes, les articles de quincaillerie, les outils de jardinage, les fleurs artificielles et les autres produits généraux.

Le segment du commerce de détail à bas prix dans lequel Dollarama exerce ses activités au Canada se distingue du segment du commerce de détail à bas prix aux États-Unis, qui compte en général plus fortement sur la vente de biens consommables comme les produits réfrigérés.

5.2 Aperçu de l'entreprise

Au 28 janvier 2024, la Société exploitait 1 551 magasins au Canada, incluant un nombre net de 65 nouveaux magasins ouverts au cours du dernier exercice complété. La Société est déterminée à faire croître ses activités de vente au détail dans le marché canadien avec une cible à long terme d'environ 2 000 magasins Dollarama d'ici 2031.

Au Canada, la stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes globales et les ventes des magasins comparables, le BAIIA et les flux de trésorerie en offrant un grand éventail d'articles à prix attrayants à une large clientèle.

La direction croit que bon nombre d'avantages relatifs à l'exploitation contribuent à la solide position qu'occupe Dollarama dans le secteur du commerce de détail à bas prix, notamment ceux-ci :

- le nombre, l'emplacement et la pénétration des magasins dans les nouveaux marchés et les marchés existants, qui augmentent la reconnaissance de la marque, génèrent de la publicité par le bouche-à-oreille et augmentent l'achalandage;
- les principaux produits disponibles d'une manière constante à prix attrayants, y compris un grand éventail de produits essentiels d'usage courant;
- la stratégie de prix multiples, qui permet à la Société d'offrir aux clients un vaste éventail de produits d'une valeur attrayante et de rajuster de façon sélective le prix de vente de certains articles afin de réagir aux augmentations de coûts;

- la superficie et l'homogénéité des magasins, qui permettent de présenter efficacement la vaste gamme de produits et qui offrent aux clients une expérience d'achat efficace;
- le solide réseau de fournisseurs de longue date, qui permet à la Société de mettre à jour et de diversifier sa sélection de produits, de répondre rapidement aux besoins en constante évolution de ses clients et de faire face à des perturbations majeures;
- le volume de produits obtenus directement de fournisseurs étrangers à bas prix, qui permet à la Société d'offrir une solide valeur à sa clientèle et de générer des marges intéressantes;
- l'expertise interne en matière de conception de produits;
- la taille, l'échelle et l'efficacité des activités d'entreposage et de distribution;
- les initiatives à caractère technologique, qui améliorent la gestion des stocks de la Société et lui permettent d'optimiser la productivité de la main-d'œuvre des magasins, la capacité d'entreposage, l'efficacité de la logistique et de maintenir une structure de coûts simple à mesure que l'entreprise croît;
- l'offre de produits sélectionnés par le magasin virtuel, ce qui donne aux clients l'occasion d'acheter certains articles en grande quantité et de les faire livrer partout au Canada;
- les partenariats avec des plateformes de livraison tierces de premier plan, afin d'offrir davantage de commodité aux clients qui souhaitent acheter des produits à l'unité et se les faire livrer à leur porte partout au Canada.

5.3 Magasins

Emplacements des magasins et choix des sites

Au 28 janvier 2024, la Société exploitait 1 551 magasins à l'échelle du Canada, répartis comme suit :

Province / Territoire	Nombre de magasins	Province / Territoire	Nombre de magasins
Alberta	168	Nouvelle-Écosse	43
Colombie-Britannique	137	Ontario	612
Manitoba	55	Île-du-Prince-Édouard	5
Nouveau-Brunswick	47	Québec	409
Terre-Neuve-et-Labrador	27	Saskatchewan	46
Territoires du Nord-Ouest	1	Yukon	1

La Société choisit ses emplacements avec précaution afin de maximiser la rentabilité des magasins à l'échelle du réseau et de maintenir une approche disciplinée et sensible à l'évolution des coûts à l'égard de la sélection de sites.

Les emplacements potentiels des magasins sont évalués par la direction en fonction d'une gamme de critères, notamment : (i) le degré des activités de détail et les habitudes de circulation; (ii) la présence de concurrents; (iii) la population et les facteurs démographiques du secteur; (iv) le loyer et les frais d'occupation totaux par pied carré; (v) l'emplacement des magasins Dollarama existants.

La Société ouvre des magasins dans des régions métropolitaines, des villes de moyenne taille et des petites villes. La direction croit que les magasins attirent des clients qui demeurent dans un rayon limité autour des magasins, ce qui permet à la Société d'exploiter rentablement plusieurs magasins dans tous les marchés canadiens et de continuer d'ouvrir rentablement des magasins dans des régions où le nombre de magasins existants et la densité des magasins sont les plus élevés, comme en Ontario, au Québec et dans les Maritimes. La direction croit aussi que la proximité des magasins avec les clients favorise leur loyauté et la fréquence de leurs visites. L'ouverture de nouveaux magasins dépend, notamment, de la capacité de la direction à localiser des emplacements adéquats et à négocier des modalités de location avantageuses.

Baux des magasins

Tous les magasins de la Société se trouvaient dans des locaux loués auprès de tiers non membres de son groupe, sauf un qui est détenu par la Société et 19 qui sont loués auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy (voir « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes »). La direction s'attend à continuer de louer la plupart des emplacements à mesure que le réseau de magasins croît.

La Société conclut généralement des baux d'une durée de dix ans comportant une ou plusieurs options de renouvellement de cinq ans chacune. Selon les estimations de la direction au 28 janvier 2024, la durée moyenne des baux de la Société jusqu'à leur échéance est d'environ 5,2 ans. À mesure que les baux viennent à échéance, la direction croit qu'elle sera en mesure de les renouveler comme elle le souhaite ou d'obtenir de nouveaux baux à des emplacements équivalents ou meilleurs dans le même secteur. À ce jour, la Société n'a eu aucune difficulté à renouveler les baux des emplacements actuels ou à louer des emplacements adéquats pour de nouveaux magasins. La direction croit que cette stratégie de location offre une plus grande marge de manœuvre pour donner suite à diverses occasions d'expansion et de relocalisation découlant des variations de la conjoncture du marché.

Déménagement, agrandissement et fermeture des magasins

Les magasins sont déménagés à l'occasion, souvent à l'intérieur du même mail ou du même complexe, ou sont agrandis, selon la disponibilité immobilière, pour améliorer le rendement du magasin ou pour saisir une occasion particulière. En moyenne, la somme d'environ 10,5 millions de dollars a été dépensée annuellement pour le déménagement ou l'agrandissement des magasins au cours des cinq derniers exercices. Les déménagements de magasins arrangés par la direction ne sont pas considérés comme des fermetures de magasins. Les fermetures de magasins sont généralement dues à la rénovation d'un mail, à un réaménagement d'immeubles, à une catastrophe naturelle ou à l'expiration du bail.

Taille et état des magasins

Dollarama offre un aménagement de magasin bien conçu et pratique avec une offre de produits homogène, qui constitue une solution de rechange intéressante aux grands magasins de vente au rabais ou à d'autres magasins à grande surface. La taille moyenne des magasins a augmenté au fil des ans pour passer de 5 272 pieds carrés en 1998 à 10 422 pieds carrés au 28 janvier 2024 (dont 80 % à 85 % sont consacrés à la vente). Les magasins sont bien entretenus et bien approvisionnés au moyen d'une vaste gamme de produits consommables, de marchandises générales et d'articles saisonniers. Voir « Produits ».

Dépenses en immobilisations des magasins

Le modèle de croissance de la Société au Canada est généralement caractérisé par un investissement en capital relativement faible pour ouvrir des magasins, une augmentation rapide des ventes après l'ouverture, la stabilité du volume des ventes et des frais d'exploitation continus peu élevés (y compris de faibles dépenses en immobilisations pour l'entretien), qui, ensemble, offrent un rendement intéressant sur l'investissement.

Un nouveau magasin Dollarama nécessite un investissement initial d'environ 0,92 million de dollars pour les dépenses en immobilisations et pour les stocks, déduction faite des allocations locatives. En général, les magasins atteignent un chiffre d'affaires annuel de plus de 3,1 millions de dollars au cours des deux premières années d'activités, et la période moyenne de remboursement du capital investi est d'environ deux ans. Le modèle s'est avéré efficace dans les villes en milieu rural et dans les petites villes, ainsi que dans les zones plus densément peuplées et les zones métropolitaines qui incluent habituellement un plus grand nombre de concurrents.

La direction croit que le réseau actuel de magasins est en bon état et ne nécessite aucune dépense en immobilisations importante pour son entretien. La Société a dépensé en moyenne environ 13,7 millions de dollars annuellement pour l'entretien de ses magasins au cours des cinq derniers exercices.

Parmi les projets d'investissement de transformation de la Société réalisés au cours des cinq derniers exercices, on compte les suivants : (i) l'installation de caméras dans plus de 1 200 magasins pour réduire le vol à l'étalage; (ii) les modifications à l'aménagement de certains magasins afin de faciliter la circulation aux caisses et d'optimiser la superficie de vente; (iii) l'installation d'éclairage DEL dans les magasins afin d'améliorer l'efficacité énergétique, (iv) l'installation de systèmes de gestion centralisée de l'énergie pour optimiser le système de chauffage, de ventilation et de climatisation (CVC), et (v) l'installation de caisses libre-service dans les magasins à fort achalandage pour accélérer le processus de paiement.

Activités des magasins

La Société a investi considérablement depuis quelques années dans l'infrastructure de technologies de l'information de ses magasins, notamment dans l'infrastructure des réseaux, les systèmes de caméras, les caisses libre-service et les capacités mobiles. La stratégie de la Société vise à continuer de tirer parti de cette plateforme, notamment par le biais du développement d'applications mobiles, pour améliorer le contrôle opérationnel et l'uniformisation des processus à l'échelle de la chaîne, la productivité de la main-d'œuvre, la formation des employés, la prévention des pertes et la communication d'information.

5.4 Initiatives numériques

Même si le modèle de Dollarama reste fermement ancré dans les activités traditionnelles, la Société s'est également lancée dans le commerce électronique.

Magasin virtuel

Le magasin virtuel de la Société offre davantage de commodité aux clients de Dollarama – particuliers et entreprises – qui souhaitent acheter des produits en grandes quantités qui ne sont pas nécessairement offerts en magasin. Des produits sélectionnés choisis parmi le vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers sont vendus à la caisse pleine sur la plateforme en ligne et livrés partout au Canada. L'objectif du magasin virtuel est de répondre aux besoins d'une catégorie particulière de clients qui désire acheter des produits en grande quantité. Les ventes en ligne, qui se font à la caisse seulement, restent non significatives par rapport aux ventes globales de la Société.

Application mobile

La Société a une application mobile qui permet aux clients de payer en magasin, d'acheter ou d'échanger des cartes-cadeaux électroniques, de numériser des produits pour en vérifier le prix et la disponibilité en ligne, et de rechercher les emplacements de magasins et les heures d'ouverture.

Partenariats stratégiques

La Société envisage des partenariats, des initiatives ciblées, des tests de divers concepts et des projets pilotes pour améliorer le modèle de service et l'expérience client, pour stimuler les ventes et pour se tenir au courant des tendances des consommateurs et du secteur.

Par exemple, au cours des dernières années, la Société a lancé des partenariats stratégiques avec des plateformes de livraison tierces de premier plan, à savoir Instacart, Uber Eats et Doordash, afin d'assurer la livraison le jour même au domicile des clients. Au 28 janvier 2024, environ 1 350 magasins de la Société participaient à ces plateformes de livraison tierces. Contrairement au magasin virtuel de Dollarama, qui ne permet l'achat de marchandises qu'à la caisse, ces partenariats avec des plateformes de livraison offrent plus de commodité aux clients qui souhaitent acheter des produits à l'unité par le biais d'une plateforme en ligne tierce. Les ventes effectuées par l'entremise de ces plateformes de livraison sont non significatives par rapport aux ventes globales de la Société.

5.5 Produits

Gamme de produits

Dollarama offre un mélange ciblé bien équilibré de produits à des prix attrayants, notamment des produits de marque maison et de marques nationales des principaux fabricants. La gamme de produits comprend :

- les marchandises générales, qui représentaient environ 40 % des produits offerts pour l'exercice 2024 (en fonction de la valeur au détail, comparativement à 41 % pour l'exercice précédent), notamment les articles de fête, les fournitures de bureau, les fournitures artistiques et artisanales, les cartes de souhaits et les articles de papeterie, les articles-cadeaux, les articles ménagers, les articles de cuisine, les articles de verre, la quincaillerie, l'électronique, les jouets et les vêtements;
- les produits consommables, qui représentaient environ 46 % des produits offerts pour l'exercice 2024 (en fonction de la valeur au détail, comparativement à 44 % pour l'exercice précédent), notamment les biens ménagers consommables, comme le papier, les plastiques, le

papier d'aluminium, les produits de nettoyage, les produits de soins de santé et de beauté de base, la nourriture pour animaux, les friandises, les boissons, les collations et d'autres produits alimentaires;

- les produits saisonniers, qui représentaient environ 14 % des produits offerts pour l'exercice 2024 (en fonction de la valeur au détail, comparativement à 15 % pour l'exercice précédent), notamment les produits de la Saint-Valentin, de la Saint-Patrick, de Pâques, d'Halloween et de la période des fêtes, ainsi que les produits saisonniers estivaux et hivernaux.

Les magasins offrent une vaste gamme d'unités de gestion de stock (les « UGS », chacune étant un numéro unique identifiant un produit donné) gérées activement. À l'exercice 2024, la gamme comprenait environ 5 000 UGS actives à l'année et un certain nombre d'UGS saisonnières à tout moment. La sélection des produits offerts dans les magasins à un moment donné est variable, et Dollarama renouvelle constamment sa gamme de produits. Pour l'exercice 2024, l'objectif de renouvellement des produits est demeuré inchangé, soit entre 25 % et 30 % des UGS tous les ans. Dollarama rajuste constamment la gamme de produits en vue d'offrir une valeur attrayante et une vaste sélection de produits aux clients, d'optimiser les ventes et de maintenir les marges brutes. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Sélection des marchandises et réapprovisionnement).

Approvisionnement

La stratégie de la Société consiste à s'approvisionner en produits directement importés de l'étranger et en produits achetés de fournisseurs nord-américains. À l'exercice 2024, les produits importés de l'étranger, principalement de Chine, mais de plus de 25 pays, et les produits achetés de fournisseurs nord-américains représentaient 48 % et 52 % du volume total d'approvisionnement, respectivement.

Dollarama a commencé à tisser des liens directs avec des fournisseurs étrangers en 1993. L'approvisionnement direct auprès de fournisseurs étrangers a été considéré comme un avantage concurrentiel à deux principaux égards : (i) offrir des produits différenciés et plus intéressants, et (ii) construire une plateforme à bas prix qui procure un avantage économique durable à long terme. En traitant directement avec les fournisseurs étrangers, la Société conçoit le dessin, l'emballage et l'étiquetage des produits pour les marques maison, réduit les majorations et les coûts indirects généralement liés aux intermédiaires et aux importateurs et augmente son pouvoir de négociation. Cette stratégie d'approvisionnement procure également une certaine souplesse qui aide à atténuer les effets de l'inflation et de la fluctuation des taux de change. De plus, elle permet à la Société de mieux suivre et contrôler la sécurité et la qualité.

La Société achète des produits d'un grand nombre de fournisseurs, le plus important d'entre eux représentant environ 6 % des achats totaux au cours de l'exercice 2024. Au cours de la même période, les dix principaux fournisseurs représentaient environ 31 % des achats totaux, et les 25 principaux fournisseurs, environ 44 %.

La Société achète généralement des produits à la commande et ne conclut pas de contrats d'achat ou d'arrangements à long terme. Lorsque, exceptionnellement, elle conclut des contrats d'achat, elle le fait pour profiter de prix fixes pendant une durée définie et non pour être contrainte à acheter un volume minimum. La Société tire parti des liens solides et durables avec les fournisseurs qui, combinés aux quantités de marchandises achetées et aux capacités d'approvisionnement direct, contribuent à sa position concurrentielle en matière de coûts et à sa capacité d'offrir une grande sélection de produits à de bas prix fixes et intéressants. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Importations et chaîne d'approvisionnement).

Au fil des ans, Dollarama s'est bâti un réseau de fournisseurs privilégiés et dignes de confiance qui se conforment à des normes de haute qualité. La Société fait uniquement affaire avec des fournisseurs de bonne réputation qui détiennent les certifications requises, qui respectent l'ensemble des règlements et des directives sur les produits de consommation du gouvernement fédéral canadien et, selon le cas, des gouvernements provinciaux applicables à un produit donné et qui respectent les spécifications propres à Dollarama, lesquelles peuvent dépasser les exigences réglementaires. Bien que tous les produits doivent respecter les règlements canadiens ainsi que les spécifications et les normes de Dollarama, certaines catégories de produits comportent des risques plus élevés en cas de non-conformité, car ils peuvent

présenter des dangers pour la santé ou la sécurité. Dollarama utilise une approche axée sur le risque pour gérer la conformité des produits pour des catégories précises, comme les jouets et autres produits pour enfants, les piles et les appareils électroniques, certains produits et accessoires de santé et de beauté, les aliments, les appareils médicaux, les médicaments en vente libre et les produits de santé naturels. Les catégories de produits sont réexaminées périodiquement en fonction de l'évolution de la réglementation et du cadre applicable relatifs aux produits afin d'élaborer ou d'améliorer les programmes de conformité existants, le cas échéant.

Pour pouvoir faire affaire avec Dollarama, les fournisseurs sont également tenus d'adhérer au Code de conduite des fournisseurs de Dollarama, un élément clé de sa stratégie environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Les fournisseurs sont tenus de respecter les normes de leur secteur d'activité, notamment les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, et de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables. Ceci inclut l'obligation pour les vendeurs d'évaluer et de maintenir l'intégrité de leurs chaînes d'approvisionnement respectives, et de s'assurer que leurs entrepreneurs, sous-traitants autorisés, fournisseurs de services et toute autre entité qui fournit directement ou indirectement des biens ou des services utilisés dans la production de produits vendus à Dollarama exercent également leurs activités en conformité avec les normes énoncées dans le Code de conduite des fournisseurs.

Les normes d'engagement comprennent des attentes précises concernant (i) la qualité et la sécurité des produits vendus à Dollarama, (ii) les normes de travail des fournisseurs, ainsi que (iii) les pratiques environnementales et les pratiques commerciales éthiques des fournisseurs, notamment en ce qui concerne le travail forcé et le travail des enfants. Ces attentes sont conformes aux valeurs, principes et politiques de Dollarama et sont utilisées pour évaluer les fournisseurs, nouveaux et existants, ainsi que leurs installations. De plus amples renseignements sur les pratiques d'approvisionnement responsable de Dollarama sont disponibles dans son plus récent rapport ESG et son premier rapport sur la loi visant l'esclavage moderne, qui peuvent être consultés aux fins d'information seulement sur le site Web de la Société au www.dollarama.com. Les renseignements figurant dans notre rapport ESG et notre rapport sur la loi visant l'esclavage moderne ne font pas partie de la présente notice annuelle et n'y sont pas intégrés par renvoi.

5.6 Entreposage et distribution

Les activités d'entreposage, de distribution et de logistique de la Société sont situées dans la région de Montréal.

Les tableaux suivants décrivent les installations d'entreposage et de distribution de la Société, soit sept entrepôts et un centre de distribution, au 28 janvier 2024.

Entrepôts	Superficie	Centre de distribution	Superficie
Dorval (Québec)	269 950 pi ²	Mont-Royal (Québec)	* 495 686 pi ²
Lachine (Québec)	356 675 pi ²	* Exclusion faite de la mezzanine	
Lachine (Québec)	499 708 pi ²		
Laval (Québec)	512 156 pi ²		
Mont-Royal (Québec)	128 838 pi ²		
Mont-Royal (Québec)	325 000 pi ²		
Mont-Royal (Québec)	88 059 pi ²		
Total	2 180 386 pi²		

La Société est propriétaire de son centre de distribution situé à Ville de Mont-Royal, au Québec, et de la propriété adjacente récemment acquise, de même que de son entrepôt d'environ 500 000 pieds carrés situé à Lachine, au Québec. Exception faite de l'entrepôt situé à Laval, au Québec, que la Société loue auprès d'un tiers, les entrepôts loués par la Société le sont auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy aux termes de baux à long terme qui ont été renouvelés le 3 avril 2024. Voir « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes ».

La Société utilise principalement ses entrepôts pour entreposer les biens importés directement de l'étranger et, par conséquent, entrepose la majorité de ses produits. La plupart des biens provenant de fournisseurs nord-américains sont livrés directement au centre de distribution ou, dans certains cas,

directement aux magasins. La grande majorité des produits de la Société transitent par le centre de distribution. Une petite partie des produits de la Société, notamment les cartes de souhaits, les croustilles et les boissons gazeuses, sont livrés par les fournisseurs directement aux magasins. Les commandes passées au magasin virtuel sont livrées à partir d'un entrepôt exploité par la Société, après y avoir été traitées et montées.

En août 2023, la Société a fait l'acquisition d'une propriété industrielle à Ville de Mont-Royal, au Québec, qui est stratégiquement située à proximité des activités de logistique centralisées de la Société et contiguë à son centre de distribution, en vue de tirer partie de cette propriété au profit de ses activités de logistique au fur et à mesure que la Société continue de s'approcher de sa cible de 2 000 magasins au Canada d'ici 2031. La Société pourrait envisager d'augmenter la capacité d'entreposage et de distribution dans un avenir prévisible, afin d'optimiser ses activités de logistique. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Réseau de distribution et d'entreposage).

5.7 Transport

La Société doit constamment reconstituer les stocks en faisant livrer les marchandises au centre de distribution, puis du centre de distribution vers les magasins. Cette opération se fait par divers moyens de transport, notamment par bateau, principalement en provenance d'Asie vers le port de Vancouver, par train, de Vancouver à Montréal, et par camion, aux magasins situés dans les dix provinces, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

La Société n'a pas son propre parc de transport. Elle collabore avec des entrepreneurs indépendants et des transitaires pour que la marchandise soit transportée le plus efficacement possible, notamment en regroupant davantage la marchandise, en optimisant le volume cubique disponible, en adoptant des trajets qui optimisent la consommation de carburant et en faisant transporter le plus de marchandise possible par chemin de fer plutôt que par la route, lorsque possible.

Les frais de transport fluctuent notamment en fonction des augmentations et des surcharges de carburant et des événements météorologiques défavorables. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Importations et chaîne d'approvisionnement).

5.8 Gestion du capital humain

La gestion du capital humain relève en définitive du conseil d'administration et est intégrée au mandat du comité des ressources humaines et de la rémunération, qui est chargé de l'examen et de la surveillance des politiques et des pratiques de gestion du capital humain de la Société et de la formulation de recommandations à leur sujet au conseil d'administration, y compris les politiques et les pratiques qui portent sur la culture organisationnelle, le recrutement, le maintien en poste, les mesures incitatives, les promotions et le perfectionnement et la santé et la sécurité.

Au 28 janvier 2024, Dollarama comptait environ 27 385 employés dans ses magasins. De ce nombre d'employés en magasins, environ 35 % travaillaient à plein temps et 65 % à temps partiel ou de manière occasionnelle. Dollarama engage des employés saisonniers au cours des saisons achalandées comme la période des fêtes afin de mieux gérer les périodes de pointe.

Dollarama compte également plus de 675 employés au siège social et gestionnaires de terrain et plus de 290 employés à ses entrepôts et à son centre de distribution, pour un total de plus de 28 350 employés au Canada.

La majeure partie des besoins en main-d'œuvre aux entrepôts et au centre de distribution est impartie à des agences externes bien établies afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre uniques et variables des activités logistiques non automatisées de la Société. Ces possibilités d'emploi représentent entre 4 % et 5 % des besoins de main-d'œuvre totale de la Société, selon le volume et la saison. Les agences avec lesquelles la Société travaille ont été sélectionnées avec soin et elles doivent également respecter le Code

de conduite des fournisseurs de Dollarama, lequel décrit nos attentes à l'égard des normes en milieu de travail et du respect de la législation et de la réglementation applicables en matière de travail. La Société veille à ce que les agences de placement avec lesquelles elle travaille détiennent les permis nécessaires de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), et vérifie ensuite ces permis chaque année. Conformément aux prescriptions de la *Loi sur les normes du travail* (Québec) qui interdisent les disparités salariales, la Société maintient la parité salariale entre les employés et les travailleurs des agences qui font le même travail dans son centre de distribution et ses entrepôts. La Société s'engage à fournir un environnement de travail sécuritaire et efficace à tous les travailleurs, qu'il s'agisse d'employés de Dollarama ou de travailleurs d'agences de placement, en appliquant des routines de fonctionnement cohérentes et en tenant compte de la santé et de la sécurité dans chaque activité. De plus, tous les travailleurs des installations de Dollarama, quel que soit leur statut, sont informés de l'existence de mécanismes de signalement et de traitement des plaintes et tous sont encouragés à signaler un enjeu ou une préoccupation de façon confidentielle.

Aucun des employés de Dollarama n'est couvert par une convention collective ou représenté par un syndicat. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés aux ressources humaines – Recrutement, maintien en poste et gestion du personnel compétent).

5.9 Clientèle

La clientèle de Dollarama recherche un bon rapport qualité-prix et la commodité. La gamme de produits offerte plaît à toutes les populations de consommateurs, quel que soit leur niveau de revenus. Les clients magasinent chez Dollarama pour combler divers besoins de base ou font des achats spontanés.

Grâce à son magasin virtuel, Dollarama peut également servir des clients canadiens désirant acheter une grande quantité de produits sélectionnés. De plus, grâce aux partenariats de la Société avec des plateformes de livraison tierces, les clients peuvent acheter des produits en ligne à l'unité de plus de 1 350 magasins et les faire livrer à leur porte la même journée (voir « Initiatives numériques – Partenariats stratégiques »). Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2024 (Risques de marché – Commerce électronique et technologies de rupture).

5.10 Marketing

La Société a connu une croissance rapide sans dépenses importantes en marketing et promotion, ce que la direction attribue principalement à la notoriété de la marque et au succès dans le choix d'emplacements à fort achalandage et faciles d'accès. Grâce au modèle de faibles prix fixes quotidiens, il n'y a en général pas de soldes ou de réductions de prix à annoncer. La publicité est utilisée presque exclusivement pour annoncer l'ouverture de nouveaux magasins et est diffusée dans certains médias, notamment la radio, les journaux locaux et les circulaires.

5.11 Concurrence

L'industrie canadienne du magasin à un dollar est fortement fragmentée, comptant plusieurs chaînes de magasins à un dollar à plusieurs succursales privées ainsi que des magasins à un dollar exploités indépendamment. En plus de Dollarama, les plus importantes chaînes de magasins à un dollar à succursales multiples comprennent Dollar Tree Canada, Your Dollar Store With More, Great Canadian Dollar Store et Buck or Two Plus! qui sont toutes, à l'exception de Dollar Tree Canada, des chaînes de franchises. La Société estime que ces quatre concurrents exploitaient un total d'environ 500 magasins au Canada au 28 janvier 2024.

Au Canada, en plus de la concurrence que lui livrent d'autres magasins à un dollar, la Société fait face à une plus forte concurrence encore de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces, dont bon nombre exploitent des magasins dans des régions où Dollarama est aussi présente, offrent des produits essentiellement semblables à ceux qu'offre Dollarama et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing.

En outre, en raison de la vaste gamme de produits offerts par Dollarama, la Société fait face à la concurrence des détaillants spécialisés, comme les détaillants d'articles de bureau, de quincaillerie, d'articles ménagers, de produits de beauté et de santé, et de fournitures artistiques et artisanales, qui vendent des produits semblables à certains sous-groupes de la gamme des produits offerts par Dollarama.

La direction surveille toutes les sources de concurrence, y compris dans le commerce en ligne, pour s'assurer que la variété, la qualité et la gamme de prix des produits de la Société demeurent attrayantes pour les consommateurs. Bien que la Société ait remarqué une augmentation de la concurrence de la part des détaillants en ligne, la concurrence en ligne actuelle n'a pas présenté de menace sérieuse pour les affaires de la Société jusqu'à maintenant, puisque notre modèle d'affaires est bâti sur la proximité et la commodité. La Société continue de suivre les tendances évolutives dans le commerce de détail et de mettre en œuvre de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins et aux préférences en évolution des clients. Le magasin virtuel de la Société, et ses partenariats récents avec des plateformes de livraison tierces de premier plan, sont des exemples de ces initiatives.

En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements de vente au détail et pour le recrutement d'employés compétents. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques de marché – Concurrence dans le secteur de la vente au détail).

5.12 Saisonnalité des ventes

En général, les ventes de la Société augmentent avant les fêtes importantes, mais varient par ailleurs peu en fonction des saisons. Historiquement, la Société a réalisé ses ventes les plus faibles au cours du premier trimestre et les plus élevées au cours du quatrième trimestre, le mois de décembre comptant la proportion de ventes la plus élevée. Par conséquent, la Société achète en général des stocks importants au troisième trimestre et engage des frais de livraison et de main-d'œuvre plus élevés en préparation des plus fortes ventes du quatrième trimestre. Elle propose également des produits au cours du quatrième trimestre qui ne sont pas offerts le reste de l'année, comme des ensembles cadeaux, des décorations de Noël, certains articles de boulangerie-pâtisserie et un assortiment plus vaste de jouets et de friandises.

Les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le moment de l'ouverture de nouveaux magasins, les volumes de ventes générés par les nouveaux magasins et les magasins existants ainsi que par les dates de certaines fêtes et les conditions météorologiques. Ils peuvent aussi être touchés par un événement hors du contrôle de la Société qui perturberait ses activités commerciales ou son exploitation pendant une période de pointe. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés à la poursuite des activités – Conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles, changements climatiques, événements géopolitiques, guerres et actes terroristes, pandémies et épidémies).

Le tableau suivant indique la saisonnalité des ventes et de la marge brute pour chacun des trimestres de l'exercice 2024.

Exercice 2024 (en % du total)	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Ventes	22,1 %	24,8 %	25,2 %	27,9 %
Marge brute ⁽¹⁾	20,9 %	24,5 %	25,6 %	29,0 %

⁽¹⁾ La marge brute est une mesure financière complémentaire. Le lecteur est prié de se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société pour obtenir des renseignements supplémentaires sur cette mesure.

5.13 Propriété intellectuelle

La Société se fie à un portefeuille de marques de commerce, dont la majorité sont déposées, pour protéger certains aspects de ses activités. Les marques de commerce sont divisées en deux grandes catégories, soit les marques de commerce sous lesquelles la Société exerce ses activités de vente au détail et les marques privées de produits maison. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés aux activités d'exploitation – Propriété intellectuelle).

5.14 Réglementation

La Société est assujettie à un large éventail de lois et règlements, notamment en matière de permis et licences, d'étiquetage des produits, de sécurité des produits, de protection du consommateur, d'emploi et de travail et d'environnement.

La Société travaille en étroite collaboration avec Santé Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Environnement et Changement climatique Canada et d'autres organismes de réglementation fédéraux et provinciaux afin de surveiller la conformité de ses produits et activités à toutes les normes et tous les règlements applicables.

La Société s'efforce d'employer les meilleures pratiques de stockage, de sécurité physique, de distribution des produits et, le cas échéant, de destruction des produits ayant fait l'objet d'un rappel. Elle a adopté en conséquence des lignes directrices en matière de sécurité des produits et des procédures de rappel. De plus, la Société souscrit une assurance responsabilité civile pour atténuer sa responsabilité potentielle du fait des produits. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques juridiques et réglementaires).

5.15 Cybersécurité, gestion des technologies et surveillance des risques

La Société dépend de ses systèmes de technologies de l'information pour exercer efficacement ses activités, notamment en ce qui a trait à la communication de l'information financière et à la comptabilité, à la gestion des achats, des stocks et du réapprovisionnement, à la planification des besoins en main-d'œuvre et des horaires de travail, au traitement de la paie, au stockage des données, au traitement des opérations des clients et à la communication avec les magasins.

Le système informatique général de la Société permet à la direction de gérer les activités avec efficacité et de rassembler, d'analyser et d'évaluer des renseignements provenant de toutes les fonctions de la Société et de tous ses secteurs géographiques. La Société dispose d'une architecture de technologies de l'information résiliente qui s'appuie sur des composants matériels redondants afin de prévenir les pannes attribuables au matériel, sur des liens de télécommunications redondants afin de prévenir les pannes de communication et sur un site de reprise après sinistre synchrone afin de permettre la continuité du service dans l'éventualité d'un sinistre dans la salle des serveurs.

La Société dispose de ressources dédiées à la technologie de l'information et à la sécurité de l'information, et utilise des produits et services technologiques offerts par des tiers afin de l'aider à protéger ses systèmes et son infrastructure de technologies de l'information ainsi que la confidentialité des données des employés, des clients, des partenaires commerciaux, des fournisseurs et d'autres tiers. L'équipe de sécurité de l'information cerne et surveille les risques, élabore des politiques, des procédures et des contrôles, et déploie des systèmes de prévention et de détection avec l'aide de partenaires tiers spécialisés. Une formation de sensibilisation à la sécurité est également donnée aux employés, notamment par le biais d'exercices de simulation d'hameçonnage, et des simulations de cybersécurité sont régulièrement menées par des experts en la matière avec des membres de la direction, des membres du conseil d'administration et des équipes techniques. Toutefois, compte tenu de la nature imprévisible des atteintes à la sécurité et des incidents informatiques et la hausse des coûts de restauration, de telles mesures peuvent ne pas être parfaitement adéquates ni efficaces pour prévenir, révéler ou atténuer des attaques de pirates informatiques ou des atteintes causées par des erreurs d'employés, des actes malveillants ou d'autres perturbations, et de tels incidents pourraient causer des dommages supérieurs à toute assurance disponible et avoir des conséquences défavorables significatives sur ses activités et ses résultats financiers. De plus, compte tenu de l'intégration des systèmes de la Société à ceux de nombreux fournisseurs de services tiers, les cyberincidents les visant peuvent également avoir une incidence sur la Société. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques liés à la technologie).

La Société dispose d'un comité de sécurité de l'information présidé par le chef de la direction informatique et composé de représentants de diverses fonctions de l'organisation, notamment des technologies de l'information, des finances et des affaires juridiques. Ce comité se réunit au moins une fois par trimestre

pour examiner les progrès réalisés en matière de sécurité de l'information de la Société ainsi que les développements majeurs. Le chef de la direction informatique remet régulièrement des rapports au comité d'audit et au conseil d'administration.

5.16 Vie privée

La Société demande à tous ses partenaires commerciaux et fournisseurs de services qui recueillent ou traitent les renseignements personnels des employés ou des clients de la Société de signer des clauses de protection des données imposant des exigences de sécurité conformes aux lois applicables en matière de protection des données et permettant à la Société d'effectuer des audits de ses sous-traitants. De plus, la politique de confidentialité de la Société (la « politique de confidentialité ») décrit les types de renseignements personnels que recueille la Société, le moment où ces renseignements peuvent être recueillis et la façon dont ils peuvent l'être, ainsi que la façon dont la Société utilise les renseignements personnels et les mesures qu'elle prend pour s'assurer que les renseignements personnels recueillis sont protégés de façon appropriée. Le responsable de la protection de la vie privée de la Société gère la conformité, les plaintes et les demandes de renseignements concernant la politique de confidentialité, affichée à titre informatif uniquement sur le site Web de la Société au www.dollarama.com.

5.17 Questions environnementales, sociales et de gouvernance

Dollarama s'engage à gérer ses activités et ses ressources de manière responsable et à servir ses clients avec détermination afin de créer une valeur durable à long terme pour toutes ses parties prenantes. Le conseil d'administration a la responsabilité finale de gérance des questions ESG. La surveillance des risques et des opportunités ESG est officiellement intégrée dans le mandat du conseil d'administration et dans les règles de chacun de ses comités.

Le comité de direction, présidé par le président et chef de la direction, est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie ESG de la Société, conformément aux priorités de l'entreprise et en tenant compte des intérêts des parties prenantes de la Société. Le comité de direction est également chargé de présenter des rapports au conseil d'administration et à ses comités sur les risques et opportunités ESG. La direction et le conseil d'administration s'entretiennent de manière proactive et continue avec les parties prenantes afin de mieux comprendre leurs attentes à l'égard des questions ESG.

Au cours de l'exercice 2024, la Société a renforcé davantage ses capacités organisationnelles en lien avec les questions ESG au moyen de la création d'un comité directeur ESG interfonctionnel, qui est responsable de la mise en œuvre et du suivi des projets qui appuient la stratégie ESG de la Société et de la surveillance et du repérage des occasions, des risques, des tendances et de la réglementation en matière ESG et de climat et ce, en vue d'appuyer le comité de direction.

Tous les rapports ESG et les autres renseignements connexes de la Société peuvent être consultés sur son site Web au www.dollarama.com. Les renseignements présentés sur le site Web de la Société ne font pas partie de la présente notice annuelle.

5.18 Dollarcity

La Société détient, par l'intermédiaire de Dollarama International, une participation de 50,1 % dans Dollarcity, dont elle a fait l'acquisition en 2019. Dollarcity est un détaillant à bas prix fondé en 2009 dont le siège est situé au Panama, qui exploite des magasins en Amérique latine et constitue la deuxième plateforme de croissance de la Société. Dollarcity a réussi à adapter localement le concept de vente au détail à bas prix mis au point par Dollarama au Canada.

L'acquisition de la participation majoritaire dans Dollarcity a été réalisée en 2019, soit six ans après l'établissement d'une relation commerciale avec Dollarcity dans le cadre de laquelle la Société s'est engagée, par l'intermédiaire de Dollarama International, à partager son savoir-faire commercial et à fournir des services d'approvisionnement pour les activités de l'entreprise de Dollarcity et de la croissance éventuelle des activités de Dollarcity dans des pays convenus, soit le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Costa Rica, le Nicaragua, le Panama, la Colombie, le Pérou et l'Équateur. Dollarama International agit à

titre de principal fournisseur de produits de Dollarcity, soit pour son propre compte, soit comme intermédiaire.

La relation d'affaires entre Dollarama International Inc. et Dollarcity est actuellement régie par une convention d'approvisionnement et une convention de services conclues par les parties le 4 février 2022, lesquelles ont remplacé les conventions initialement conclues par les parties en 2013, mais n'ont dans l'ensemble pas eu d'incidence économique et opérationnelle nette sur la relation pour Dollarama International. La convention d'approvisionnement et la convention de services ont toutes deux une durée initiale de cinq ans, sous réserve de renouvellement automatique pour des périodes successives de un an, sauf en cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties au moins 60 jours avant la fin de la période en cours.

En outre, la relation entre Dollarama International et les actionnaires fondateurs de Dollarcity, qui ont conservé une participation de 49,9 % dans CARS, est régie par la convention entre actionnaires (la « convention entre actionnaires ») intervenue en août 2019, qui prévoit, entre autres choses, certaines décisions stratégiques et opérationnelles désignées qui doivent être approuvées par tous les actionnaires. Ces décisions comprennent, sans s'y limiter, celles touchant la structure du capital, la nature des activités, les fusions et les acquisitions, la nomination de hauts dirigeants et leur rémunération, l'approbation du budget et du plan d'affaires annuel, et la percée de marchés dans de nouveaux pays. Par conséquent, la participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme un partenariat selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 s'est établie à 75,3 millions de dollars.

Selon les termes de la convention entre actionnaires, les actionnaires fondateurs de Dollarcity possèdent une option de vente en vertu de laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International leur achète des actions de CARS à la juste valeur marchande. Depuis le 1^{er} octobre 2022, les actionnaires fondateurs de Dollarcity peuvent exercer cette option dans le cours normal des activités pendant des périodes données, sous réserve de seuils relatifs à la taille de l'opération, de seuils d'actionnariat obligatoires et de périodes de blocage, entre autres conditions et restrictions. Cette option de vente peut également être exercée à la survenance de certains événements extraordinaires, y compris un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity. La Société ne peut prévoir si l'option de vente sera exercée ou, le cas échéant, le moment et la portée de son exercice (l'option de vente pouvant, sous réserve de certaines exceptions, être exercée avant le 4 février 2027, jusqu'à l'atteinte d'un seuil maximal représentant 24,9 % de toutes les actions de CARS en circulation). Si l'option de vente est exercée, la contrepartie à payer par la Société pourrait, dépendamment de divers facteurs, dont ceux mentionnés précédemment, être payée au moyen de l'encaisse ou être financée en totalité ou en partie, et, selon les circonstances, elle pourrait avoir une incidence temporaire sur la stratégie de répartition du capital de la Société. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques financiers – Liquidité). Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques financiers – Liquidité).

La stratégie de croissance de Dollarcity suit de près celle suivie par Dollarama. Au 31 décembre 2023, date de clôture du dernier exercice de Dollarcity, Dollarcity exploitait un total de 532 magasins, soit 72 au Salvador, 99 au Guatemala, 311 en Colombie et 50 au Pérou, ce qui représente une augmentation de 92 magasins comparativement à un total de 440 magasins exploités par Dollarcity au 31 décembre 2022. La direction de Dollarcity s'est fixé pour objectif à long terme de faire passer le nombre de magasins à 850 d'ici 2029 grâce à l'ouverture de magasins au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou. Les magasins Dollarcity ont une superficie moyenne de 7 431 pieds carrés et sont tous situés dans des locaux loués, à l'exception de cinq d'entre eux. Un nouveau magasin Dollarcity nécessite un investissement initial minimal d'environ 0,5 million de dollars américains.

Pour son exercice clos le 31 décembre 2023, la gamme de produits de Dollarcity comprenait : (i) les marchandises générales, qui représentaient environ 50 % des produits offerts; (ii) les produits consommables, qui représentaient environ 41 % des produits offerts; et (iii) les produits saisonniers, qui représentaient environ 9 % des produits offerts. La marchandise est vendue individuellement ou en lots à des prix fixes d'au plus 4,00 \$ US (ou à des prix équivalents dans la monnaie locale) au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou. Au cours de son plus récent exercice clos le 31 décembre 2023, Dollarcity a atteint un chiffre d'affaires de 1 022,2 millions de dollars américains (1 379,4 millions de

dollars). La quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 s'est établie à 55,8 millions de dollars américains (75,3 millions de dollars). Le réseau logistique de Dollarcity repose sur plusieurs entrepôts nationaux, qui servent également de centres de distribution, en plus d'un entrepôt international situé dans une zone franche au Salvador.

Au 31 décembre 2023, le siège de Dollarcity comptait environ 565 employés, ses magasins comptaient environ 5 975 employés et ses entrepôts et sa chaîne de distribution comptaient environ 350 employés, pour un total d'environ 6 890 employés.

La direction est d'avis qu'il existe des occasions de croissance considérables dans le secteur de la vente au détail à bas prix en Amérique latine en raison des tendances démographiques et des facteurs économiques fondamentaux favorables dans la région. L'attrait du marché de la vente au détail est attesté par la présence croissante de détaillants et de marques mondiaux dans la région. À ce jour, aucune autre société non diversifiée ne livre une forte concurrence à Dollarcity dans les pays où elle exerce ses activités. Toutefois, Dollarcity fait face à une concurrence de la part de marchands de masse, de magasins populaires et de magasins à prix réduits, de divers détaillants en ligne et spécialisés et de marchands ambulants en ce qui concerne, entre autres, les prix, la gamme de produits et la qualité de la marchandise. En outre, Dollarcity livre concurrence à certaines autres entreprises pour les meilleurs emplacements de vente au détail et pour le recrutement d'employés compétents.

5.19 Facteurs de risque

Les facteurs de risque auxquels la Société est exposée sont présentés dans le rapport de gestion de l'exercice 2024 et sont intégrés par renvoi dans le présent document. Le rapport de gestion de l'exercice 2024 peut être consulté sur le site Web de la Société (www.dollarama.com) et sur SEDAR+ (www.sedarplus.com). Ces risques pourraient ne pas être les seuls auxquels Dollarama est exposée. D'autres risques dont la direction n'a pas connaissance ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient se manifester et avoir un effet défavorable important sur Dollarama, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

6 DESCRIPTION DE LA STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Au 28 janvier 2024, 278 760 573 actions ordinaires étaient émises et en circulation et aucune action privilégiée n'était émise et en circulation.

Le résumé qui suit des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions dont sont assorties les actions de la Société est assujéti aux statuts et aux règlements de la Société, qui peuvent être consultés sur le site Web de la Société au www.dollarama.com, et doit être lu à la lumière de ceux-ci.

6.1 Actions ordinaires

Les porteurs d'actions ordinaires ont droit à une voix pour chaque action ordinaire qu'ils détiennent à toutes les assemblées des porteurs d'actions, sauf aux assemblées où seuls les porteurs d'une autre catégorie ou série d'actions ont le droit de voter séparément comme catégorie ou série. Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes éventuellement déclarés par la Société à l'égard des actions ordinaires, sous réserve des droits des porteurs des autres catégories d'actions. Les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir, sous réserve des droits des porteurs des autres catégories d'actions, le reliquat des biens et des actifs de la Société faisant l'objet d'une distribution, une fois les dettes réglées, en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Société.

6.2 Actions privilégiées

Les actions privilégiées peuvent être émises à l'occasion en une ou plusieurs séries. Le conseil d'administration est autorisé à établir avant toute émission le nombre d'actions privilégiées de chaque série, la contrepartie par action, la désignation des actions ainsi que les modalités s'y rattachant, notamment en ce qui concerne les droits de vote, le tout sous réserve de l'émission d'un certificat modificateur présentant la désignation et les modalités se rattachant aux actions privilégiées de la série. Les actions privilégiées de chaque série prendront rang égal avec les actions privilégiées de toutes les autres séries et auront priorité sur les actions ordinaires et les autres actions occupant un second rang aux actions privilégiées à l'égard du versement de dividendes et de la distribution des biens ou des actifs en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée de la Société. Si des dividendes cumulatifs (déclarés ou non), des dividendes non cumulatifs déclarés ou des montants payables au titre du remboursement du capital ne sont pas payés intégralement, les porteurs d'actions privilégiées de toutes les séries auront droit à leur quote-part du montant qui serait payable sur ces actions privilégiées si tous les dividendes étaient déclarés et versés intégralement ou si les montants payables sur ces actions au titre du remboursement du capital étaient payés intégralement, selon le cas.

6.3 Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 juillet 2023, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et a lancé l'offre de rachat de 2023-2024 en vue de racheter, pendant la période de 12 mois allant du 7 juillet 2023 au 6 juillet 2024, au plus 13 695 242 actions ordinaires, soit environ 4,8 % des 283 376 026 actions ordinaires émises et en circulation à la fermeture des marchés le 30 juin 2023.

Le 3 avril 2024, la Société a modifié l'offre de rachat de 2023-2024 relativement à la mise en place d'une fiducie pour le régime de prestations aux employés afin de faciliter la détention et l'administration des actions ordinaires pouvant être rachetées de temps à autre pour couvrir l'exposition de la Société en ce qui a trait aux attributions effectuées aux termes de son régime d'unités d'actions liées au rendement, y compris à des fins de règlement de ses obligations aux termes de ce régime. À l'avenir, conformément aux modalités de l'offre de rachat de 2023-2024 modifiée, les actions ordinaires rachetées et placées aux termes de la fiducie pour le régime de prestations aux employés seront prises en compte dans le nombre maximal de titres que la Société peut acquérir aux termes de l'offre de rachat de 2023-2024. Toutes les autres modalités du programme demeurent inchangées.

Au 28 janvier 2024, la Société avait racheté aux fins d'annulation un total de 5 014 938 actions ordinaires dans le cadre de l'offre de rachat de 2023-2024 au prix moyen pondéré de 94,48 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en espèces totalisant 473,8 millions de dollars.

Entre le lancement de sa première offre publique de rachat dans le cours normal des activités en juin 2012 et le 31 mars 2024, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 186 122 064 actions ordinaires, au cours moyen pondéré de 34,28 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale en espèces de 6,4 milliards de dollars.

Offre de rachat	Période visée	Nombre d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	Cours moyen pondéré par action ordinaire	Valeur des actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation
2012-2013	15 juin 2012 au 14 juin 2013	15 499 584	10,06 \$	155,9 millions \$
2013-2014 ⁽¹⁾	17 juin 2013 au 16 juin 2014	39 988 128	13,82 \$	552,8 millions \$
2014-2015	17 juin 2014 au 16 juin 2015	14 051 574	18,91 \$	265,7 millions \$
2015-2016 ⁽²⁾	17 juin 2015 au 16 juin 2016	28 685 733	28,58 \$	820,0 millions \$
2016-2017	17 juin 2016 au 16 juin 2017	17 925 486	33,59 \$	602,2 millions \$
2017-2018	19 juin 2017 au 18 juin 2018	14 061 366	47,89 \$	673,4 millions \$
2018-2019 ⁽³⁾	20 juin 2018 au 19 juin 2019	12 980 884	37,88 \$	491,7 millions \$
2019-2020	5 juillet 2019 au 4 juillet 2020	7 089 040	46,15 \$	327,1 millions \$
2020-2021	7 juillet 2020 au 6 juillet 2021	7 807 079	56,46 \$	440,8 millions \$
2021-2022	7 juillet 2021 au 6 juillet 2022	16 227 177	62,84 \$	1 019,7 millions \$
2022-2023	7 juillet 2022 au 6 juillet 2023	6 791 075	82,10 \$	557,6 millions \$
2023-2024	7 juillet 2023 au 31 mars 2024 ⁽⁴⁾	5 014 938	94,48 \$	473,8 millions \$
Total		186 122 064	34,28 \$	6 380,7 millions \$

⁽¹⁾ Telle que modifiée le 22 janvier 2014.

⁽²⁾ Telle que modifiée successivement le 9 décembre 2015 et le 30 mars 2016.

⁽³⁾ Telle que modifiée le 5 décembre 2018.

⁽⁴⁾ L'offre de rachat de 2023-2024 est en cours et prendra fin le 6 juillet 2024.

7 DIVIDENDES

La Société verse des dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires depuis 2011. La plus récente augmentation, qui les a fait passer à 0,0920 \$ par action ordinaire, a été approuvée le 3 avril 2024, et le dividende a été désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt au Canada. Le conseil d'administration a établi que le nouveau niveau du dividende trimestriel est approprié en fonction des flux de trésorerie, du résultat et de la situation financière actuels de la Société ainsi que d'autres facteurs pertinents.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à sa déclaration par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel, ainsi que chaque date de déclaration, de référence et de versement sont à la discrétion du conseil d'administration, et dépendent des besoins de capitaux de la Société, de son rendement financier, de ses liquidités, de ses perspectives et des autres facteurs que le conseil d'administration juge pertinents.

Le tableau suivant présente les dividendes en espèces déclarés au cours des exercices 2022, 2023 et 2024.

Date de la déclaration	Date du versement	Dividende par action ordinaire
30 mars 2021	7 mai 2021	0,0503 \$
8 juin 2021	6 août 2021	0,0503 \$
8 septembre 2021	5 novembre 2021	0,0503 \$
7 décembre 2021	4 février 2022	0,0503 \$
29 mars 2022	6 mai 2022	0,0553 \$
7 juin 2022	5 août 2022	0,0553 \$
8 septembre 2022	4 novembre 2022	0,0553 \$
6 décembre 2022	3 février 2023	0,0553 \$
28 mars 2023	5 mai 2023	0,0708 \$
6 juin 2023	4 août 2023	0,0708 \$
12 septembre 2023	3 novembre 2023	0,0708 \$
12 décembre 2023	2 février 2024 ⁽¹⁾	0,0708 \$

⁽¹⁾ Les dividendes sont habituellement versés au début du trimestre suivant la date de déclaration. Par conséquent, le dividende déclaré au quatrième trimestre de l'exercice 2024 a été versé au début du premier trimestre de l'exercice 2025.

8 DESCRIPTION DES DETTES IMPORTANTES

Le tableau qui suit présente l'encours du capital au 28 janvier 2024 aux termes de la facilité de crédit, des billets non garantis de premier rang (définis ci-après) et du programme de papier commercial américain, qui sont décrits plus amplement ci-après.

Type	Date d'échéance	Encours du capital (au 28 janvier 2024)
Facilité de crédit – Facilité A	05-07-2028	Néant
Facilité de crédit – Facilité B	06-07-2026	
Facilité de crédit – Facilité C	06-07-2026	
Facilité de crédit – Facilité D	03-07-2024	
Billets à taux fixe à 5,165 %	26-04-2030	450,0 millions \$
Billets à taux fixe à 2,443 %	09-07-2029	375,0 millions \$
Billets à taux fixe à 5,533 %	26-09-2028	500,0 millions \$
Billets à taux fixe à 1,505 %	20-09-2027	300,0 millions \$
Billets à taux fixe à 1,871 %	08-07-2026	375,0 millions \$
Billets à taux fixe à 5,084 %	27-10-2025	250,0 millions \$
Billets du PPCA	Echéance allant d'une journée à au plus 397 de la date d'émission	Néant
Total		2 250,0 millions \$

8.1 Facilité de crédit

La facilité de crédit est actuellement composée de quatre facilités renouvelables non garanties distinctes d'un total de 1 050,0 millions de dollars, régies par la troisième convention de crédit modifiée conclue entre la Société et les prêteurs le 14 février 2020, dans sa version modifiée le 13 mars 2020, le 21 septembre 2020, le 9 mars 2021, le 6 juillet 2021, le 5 juillet 2022 et le 5 juillet 2023 (la « convention de crédit »).

La modification du 5 juillet 2022 a entraîné la conversion des facilités de crédit consortiales en facilités de crédit liées au développement durable et a introduit, entre autres, un ajustement annuel des prix (l'« ajustement des prix lié au développement durable »), qui peut réduire ou augmenter le coût d'emprunt en fonction du rendement annuel de la Société par rapport à des objectifs spécifiques de rendement liés au développement durable établis pour chaque exercice pendant la durée de la facilité de crédit. Les objectifs spécifiques de rendement liés au développement durable s'appuient sur une approche détaillée fondée sur une grille et ont été élaborés à partir de deux des principaux engagements de la Société en matière ESG énoncés dans son rapport ESG publié en juin 2022, soit : (i) réduire l'intensité des émissions de gaz à effet de serre de portée 1 et 2 et (ii) maintenir un certain niveau de représentation féminine aux postes de direction (collectivement, les « objectifs ESG »), dans chaque cas, tels qu'ils seront ajustés en fonction de la durée des facilités. Voir « Énoncés prospectifs » et « Activités de la Société – Questions environnementales, sociales et de gouvernance » pour obtenir des détails supplémentaires sur le cadre et les engagements de la Société en matière ESG.

Afin d'inciter davantage la Société à faire des progrès annuels par rapport à chaque objectif spécifique de rendement lié au développement durable, l'ajustement des prix lié au développement durable est structuré de façon à ce que la Société doive dépasser ses objectifs ESG afin de profiter de la totalité de l'avantage au niveau de l'établissement des prix, et le défaut d'atteindre un scénario de base aura une incidence négative sur l'établissement des prix. L'ajustement des prix lié au développement durable fait également l'objet d'un processus de vérification complet, mené chaque année par un expert indépendant.

Aux termes de la convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander que la facilité de crédit soit portée à 1,5 milliard de dollars compte tenu de tous les engagements alors en cours.

La marge applicable, se situant entre 0 % et 1,70 % par année, est calculée en fonction d'un ratio d'endettement, déclaré chaque trimestre aux prêteurs et, aux termes de l'ajustement des prix lié au

développement durable, elle peut être augmentée ou abaissée à chaque exercice. La convention de crédit oblige la Société à se conformer à un ratio minimal de couverture des intérêts et à un ratio maximal d'endettement, lesquels sont évalués trimestriellement sur une base consolidée. La Société peut contracter des emprunts en dollars canadiens ou en dollars américains.

La facilité de crédit est garantie par Dollarama S.E.C. et Dollarama GP inc. (désignées collectivement avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). Certaines clauses restrictives de la convention de crédit empêchent les parties garantissant l'emprunt, sous réserve de certaines exceptions, de contracter, de prendre en charge ou d'autoriser d'autres emprunts ou charges de rang supérieur, de réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail, de changer la nature de leurs activités et d'effectuer certaines opérations avec des membres du même groupe. La convention de crédit empêche également la Société, dans certains cas, de consentir des prêts, de déclarer des dividendes et de faire des paiements visant des participations en actions ou de racheter pareilles participations, notamment s'il existe un défaut ou un cas de défaut en vertu de la convention.

8.2 Billets non garantis de premier rang

Tous les billets non garantis de premier rang en cours de la Société (définis ci-après) ont été émis aux termes d'un acte de fiducie, daté du 18 septembre 2020, conclu par la Société et Société de fiducie Computershare du Canada, en qualité de fiduciaire, dans sa version complétée par des actes de fiducie complémentaires (cet acte de fiducie, avec les actes supplémentaires applicables régissant chacune des séries de billets non garantis de premier rang, est appelé l'« acte de fiducie »). Aux termes de l'acte de fiducie, la Société peut émettre des billets non garantis de premier rang à taux fixe ou des billets non garantis de premier rang à taux variable (les « billets non garantis de premier rang »). En règle générale, le produit tiré de ces placements est affecté au remboursement de l'encours de la dette et/ou aux besoins généraux de l'entreprise.

Les billets non garantis de premier rang sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société. Les billets non garantis de premier rang sont effectivement subordonnés à toutes les dettes garanties existantes et futures de la Société jusqu'à concurrence de la valeur des actifs qui garantissent pareilles dettes. Ils ont priorité de rang sur toutes les obligations futures de la Société dont le paiement, selon leurs propres termes, est expressément subordonné au paiement des billets et ont égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations existantes et futures de la Société qui ne leur sont pas subordonnées.

Les billets non garantis de premier rang sont cautionnés solidairement, sur une base non garantie de premier rang, en ce qui a trait au paiement du capital, des intérêts et des primes, le cas échéant, et de certains autres montants précisés dans l'acte de fiducie par certaines filiales de la Société représentant un BAIIA combiné, collectivement avec le BAIIA de la Société (sur une base non consolidée), d'au moins 80 % du BAIIA consolidé. À la date des présentes, Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc. sont les seules cautions. Tant que des billets non garantis de premier rang demeurent impayés et que la facilité de crédit est en vigueur, toutes les filiales de la Société qui cautionnent la dette régie par la facilité de crédit cautionneront les billets non garantis de premier rang. Si, à quelque moment que ce soit, la convention de crédit n'est plus en vigueur, les filiales de la Société qui auraient été tenues d'être des cautions à l'égard de la dette en vertu de la convention de crédit selon les ratios, les conditions ou l'ensemble de critères applicables seront des cautions à l'égard des billets non garantis de premier rang.

La Société peut, à tout moment, à son gré, faire une offre en vue de rembourser les billets non garantis de premier rang aux fins d'annulation, ce qu'elle peut faire par l'entremise d'un courtier en valeurs ou d'une firme de courtage qui est membre d'une bourse reconnue, par voie d'offres de rachat, ou encore sur le marché libre ou par contrat de gré à gré, au prix qui lui convient.

La Société peut également, à son gré, rembourser les billets non garantis de premier rang à tout moment, en totalité ou en partie, sur préavis d'au plus 60 jours et d'au moins 10 jours avant la date prévue pour le remboursement aux porteurs des billets non garantis de premier rang devant être remboursés, à un prix de rachat égal a) soit au prix selon le rendement des obligations du Canada (défini dans l'acte de fiducie),

b) soit, si elle est supérieure, à la valeur nominale, majorée, dans l'un et l'autre cas, des intérêts courus et impayés, le cas échéant, jusqu'à la date fixée pour le rachat.

Aux termes de l'acte de fiducie, s'il se produit un événement déclencheur d'un changement de contrôle (défini dans l'acte de fiducie), la Société sera tenue d'offrir de racheter (ou de faire offrir de racheter par un tiers) tous les billets non garantis de premier rang, ou toute tranche des billets que chaque porteur désire se faire racheter (égale à 1 000 \$ ou à un multiple intégral de 1 000 \$), moyennant une somme en espèces égale à 101 % de l'encours du capital des billets, majoré des intérêts courus et impayés, le cas échéant, jusqu'à la date de rachat.

8.3 Programme de papier commercial américain

Aux termes de son programme de papier commercial américain, la Société peut, à l'occasion, émettre des billets du PPCA, soit des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission, par voie de placement privé. Le capital total des billets du PPCA en circulation à un moment donné aux termes du programme de papier commercial américain ne peut dépasser 700,0 millions de dollars américains. La Société utilise des instruments dérivés pour convertir le produit net tiré de l'émission de billets du PPCA en dollars canadiens, et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets du PPCA sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées existantes et futures de la Société. Les billets du PPCA sont effectivement subordonnés à toutes les dettes garanties existantes et futures de la Société jusqu'à concurrence de la valeur des actifs qui garantissent pareilles dettes. Ils ont priorité de rang sur toutes les obligations futures de la Société dont le paiement, selon leurs propres modalités, est expressément subordonné au paiement des billets et ont égalité de rang, quant au droit de paiement, avec toutes les obligations existantes et futures de la Société qui ne leur sont pas subordonnées.

Les billets du PPCA sont garantis inconditionnellement par Dollarama S.E.C. et Dollarama GP Inc., chacune une filiale en propriété exclusive de la Société. La facilité de crédit de la Société sert de filet de crédit pour le remboursement des billets du PPCA émis aux termes du programme de papier commercial américain.

9 NOTES

Une note fournit généralement une indication du risque que l'emprunteur ne remplisse pas ses obligations en temps voulu relativement aux intérêts et au capital.

L'obtention de financement par la Société dépend de sa capacité à accéder aux marchés des actions, des souscriptions privées et des titres de créance ainsi qu'au marché du crédit bancaire. Sa capacité d'accéder à ces marchés ainsi que le coût et le montant du financement disponible dépendent en partie de la qualité de ses notes au moment de la levée des capitaux. Une note de qualité supérieure signifie habituellement que la Société peut emprunter des fonds à des taux d'intérêt plus bas que ceux des entreprises dont les notes sont inférieures. Les notes peuvent fluctuer en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment la solidité financière de Dollarama, sa position concurrentielle, ses liquidités et d'autres facteurs qui sont indépendants de la volonté de Dollarama. Toute diminution de la note pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société à emprunter ou à accéder aux marchés des capitaux. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques financiers – Modification de la solvabilité).

Au 31 mars 2024, les billets du PPCA de la Société avaient été notés par Moody's Investors Service (« Moody's ») et S&P Global Ratings (« S&P »), et ses billets non garantis de premier rang avaient été notés par DBRS Morningstar (« DBRS »). De plus, DBRS, Moody's et S&P avaient attribué des notes d'émetteur à long terme à la Société.

Les précisions qui suivent sur les notes attribuées aux titres de la Société et sur les notes d'émetteur à long terme de la Société ont été publiées par les agences de notation concernées. Les précisions et les notes correspondantes présentées ci-après peuvent être modifiées par les agences de notation concernées.

Titres d'emprunt à court terme	Agence de notation	Note	Rang	Précisions sur la note reçue
Billets du PPCA	Moody's	P-2	2 sur 4	<ul style="list-style-type: none"> ↪ Les notes relatives aux titres d'emprunt à court terme de Moody's varient entre P-1 (note la plus élevée) et NP (note la plus basse) ↪ Une note de P-2 démontre une forte capacité de paiement des obligations financières à court terme
	S&P (échelle mondiale)	A-2	3 sur 7	<ul style="list-style-type: none"> ↪ Les notes relatives aux titres d'emprunt à court terme de S&P varient entre A-1+ (note la plus élevée) et D (note la plus basse) ↪ Une note de A-2 démontre que l'émetteur a une capacité à respecter les engagements financiers à l'égard de l'obligation jugée satisfaisante ↪ Les titres d'emprunt notés A-2 sont légèrement plus sensibles aux circonstances changeantes et aux conditions économiques que les obligations auxquelles sont attribuées des notes plus élevées
Titres d'emprunt à long terme	Agence de notation	Note	Rang	Précisions sur la note reçue
Billets non garantis de premier rang	DBRS	BBB	9 sur 26	<ul style="list-style-type: none"> ↪ Les notes relatives aux titres d'emprunt à long terme de DBRS varient entre AAA (note la plus élevée) et D (note la plus basse) ↪ Les notes allant de AA à C peuvent être modifiées en ajoutant la mention « (haut) » ou « (bas) ». L'absence d'une mention « (haut) » ou « (bas) » indique que la note se situe au milieu de la catégorie ↪ Une note de BBB démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité de crédit adéquate ○ Capacité de paiement des obligations financières jugée acceptable ○ Potentiellement vulnérable à des événements futurs

Notes d'émetteur à long terme	Agence de notation	Note	Rang	Précisions sur la note reçue
	DBRS	BBB	9 sur 26	<ul style="list-style-type: none"> → Les notes d'émetteur à long terme de DBRS varient entre AAA (note la plus élevée) et D (note la plus basse) → Les notes allant de AA à C peuvent être modifiées en ajoutant la mention « (haut) » ou « (bas) ». L'absence d'une mention « (haut) » ou « (bas) » indique que la note se situe au milieu de la catégorie → Une note de BBB (bas ou haut) est une note de premier ordre (ou de bonne qualité) → Une note de BBB démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité de crédit adéquate ○ Capacité de paiement des obligations financières jugée acceptable ○ Potentiellement vulnérable à des événements futurs
	Moody's	Baa2	9 sur 21	<ul style="list-style-type: none"> → Les notes d'émetteur à long terme de Moody's varient entre Aaa (note la plus élevée) et C (note la plus basse) → Les modificateurs numériques 1, 2 et 3 sont appliqués aux notes allant de Aa à Caa. Le modificateur 1 indique un classement dans la tranche supérieure de sa catégorie de notes, le modificateur 2 indique un classement dans la tranche moyenne et le modificateur 3 indique un classement dans la tranche inférieure de la catégorie de notes → Une note de Baa3 ou une note supérieure est une note de premier ordre (ou de bonne qualité) → Une note de Baa2 signifie que l'émetteur est assujéti à un risque de crédit modéré et est jugé de qualité moyenne pouvant ainsi posséder certaines caractéristiques spéculatives
	S&P (échelle mondiale)	BBB	9 sur 22	<ul style="list-style-type: none"> → Les notes d'émetteur à long terme de S&P varient entre AAA (note la plus élevée) et D (note la plus basse) → Les notes allant de AA à CC peuvent être modifiées en ajoutant le signe « (+) » ou « (-) », qui indique le classement relatif à l'intérieur d'une catégorie donnée de notes → Une note de BBB- ou une note plus élevée est une note de premier ordre (ou de bonne qualité) → Une note de BBB démontre ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ Capacité adéquate à respecter les engagements financiers ○ Des revirements négatifs de la conjoncture économique ou l'évolution de la situation sont plus susceptibles d'affaiblir la capacité du débiteur de respecter ses engagements financiers

Au 31 mars 2024, DBRS, Moody's et S&P avaient attribué une perspective stable aux notes de la Société. Cette perspective indique l'orientation probable de la note d'un émetteur à moyen terme.

Ces notes fournissent aux investisseurs une évaluation indépendante de la qualité de crédit d'une émission de titres. Cependant, rien ne garantit qu'une note demeurera en vigueur pendant une période donnée ou qu'elle ne sera pas révisée, notamment à la baisse, ou retirée complètement par une agence de notation si, à son avis, les circonstances le justifient. Les notes attribuées aux titres d'emprunt ne constituent pas une recommandation d'acheter, de conserver ou de vendre les titres, étant donné qu'elles ne se prononcent pas sur le cours des titres ni sur leur bien-fondé pour un investisseur donné. Chaque note doit être évaluée indépendamment des autres notes.

Au cours des deux dernières années, la Société a payé des frais à des agences de notation pour obtenir des notes et s'attend à verser des frais similaires à l'avenir, conformément à des conventions de service conclues avec ces agences de notation. La Société n'a versé aucune autre somme à des agences de notation pour d'autres services au cours des deux derniers exercices.

10 MARCHÉ POUR LA NÉGOCIATION DES TITRES

10.1 Cours et volume des opérations

Les actions ordinaires sont négociées à la TSX sous le symbole « DOL ». Le tableau qui suit montre les cours de clôture extrêmes et de clôture mensuels de même que les volumes mensuels totaux d'opérations à la TSX et sur les systèmes de négociation parallèles pour l'exercice 2024.

Mois civil	Plafond mensuel (\$)	Plancher mensuel (\$)	Cours de clôture (\$)	Volume mensuel total
Février 2023	79,92 \$	78,09 \$	78,82 \$	21 544 664
Mars 2023	80,85 \$	75,59 \$	80,77 \$	27 257 966
Avril 2023	84,87 \$	80,87 \$	83,92 \$	17 856 039
Mai 2023	85,30 \$	81,97 \$	82,58 \$	17 703 641
Juin 2023	89,72 \$	82,32 \$	89,72 \$	26 338 678
Juillet 2023	89,61 \$	85,59 \$	86,86 \$	19 439 002
Août 2023	87,61 \$	84,81 \$	87,61 \$	16 051 733
Septembre 2023	96,29 \$	87,52 \$	93,58 \$	21 963 131
Octobre 2023	96,48 \$	92,94 \$	94,70 \$	16 728 660
Novembre 2023	99,69 \$	95,89 \$	98,55 \$	16 130 138
Décembre 2023	100,43 \$	90,00 \$	95,49 \$	26 293 926
Du 1 ^{er} au 28 janvier 2024	101,66 \$	94,29 \$	99,26 \$	17 174 031

11 ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

11.1 Administrateurs

Le tableau suivant présente, à la date des présentes, des renseignements sur chaque administrateur. Les administrateurs sont élus tous les ans et, à moins d'être réélus, leur mandat expire à la fin de l'assemblée annuelle des actionnaires suivante.

Nom, province/État et pays de résidence	Fonctions au sein de la Société	Administrateur depuis	Poste principal	Postes occupés antérieurement (cinq dernières années)
Stephen Gunn Ontario, Canada	Président indépendant du conseil d'administration	2009	Administrateur de sociétés	—
Joshua Bekenstein Massachusetts, États-Unis	Administrateur indépendant	2004	Conseiller principal Bain Capital Partners, LP	—
Gregory David Ontario, Canada	Administrateur	2004	Chef de la direction GRI Capital Inc.	—
Elisa D. Garcia C. Floride, États-Unis	Administratrice indépendante	2015	Administratrice de sociétés	Chef du contentieux Macy's, Inc. (de sept. 2016 à oct. 2023)
Kristin Mugford Massachusetts, États-Unis	Administratrice indépendante	2018	Conférencière principale en administration des affaires Harvard Business School	—
Nicholas Nomicos Massachusetts, États-Unis	Administrateur indépendant	2004	Conseiller principal Nonantum Capital Partners, LLC	Directeur général Nonantum Capital Partners, LLC (d'avril 2018 à déc. 2021)
Neil Rossy Québec, Canada	Administrateur Président et chef de la direction	2004	Président et chef de la direction Dollarama inc.	—
Samira Sakhia Québec, Canada	Administratrice indépendante	2021	Présidente et chef de la direction Knight Therapeutics Inc.	Présidente et chef de l'exploitation Knight Therapeutics Inc. (de 2016 à 2021)
Thecla Sweeney Ontario, Canada	Administratrice indépendante	2023	Associée Alphi Capital Inc.	Chef de la direction Motion LP (d'oct. 2020 à avril 2022) Associée Birch Hill Equity Partners Management Inc. (de 2010 à juill. 2022)
Huw Thomas, FCPA, FCA Ontario, Canada	Administrateur indépendant	2011	Administrateur de sociétés	—

Composition des comités du conseil d'administration

Le tableau suivant présente, à la date des présentes, la composition des comités du conseil d'administration.

Comité des ressources humaines et de la rémunération	Comité d'audit	Comité de nomination et de gouvernance
Kristin Mugford (présidente)	Huw Thomas, FCPA, FCA (président)	Stephen Gunn (président)
Joshua Bekenstein	Kristin Mugford	Elisa Garcia
Elisa Garcia	Nicholas Nomicos	Thecla Sweeney
Stephen Gunn	Samira Sakhia	Huw Thomas, FCPA, FCA
	Thecla Sweeney	

11.2 Hauts dirigeants

Le tableau suivant présente, à la date des présentes, des renseignements sur chaque haut dirigeant.

Nom, province/État et pays de résidence	Fonctions au sein de la Société	Haut dirigeant depuis	Postes occupés antérieurement (cinq dernières années)
Neil Rossy Québec, Canada	Président et chef de la direction	2016 ⁽¹⁾	—
Patrick Bui Québec, Canada	Chef de la direction financière	2023	Chef de la direction financière Transat A.T. Inc (de nov. 2021 à déc. 2023) Chef de la direction financière Kruger Energy L.P. (de jan. 2018 à nov. 2021)
Johanne Choinière Ontario, Canada	Chef de l'exploitation	2014	—
Nicolas Hien Québec, Canada	Chef de la direction informatique ⁽²⁾	2021	Premier vice-président, Gestion de projets et systèmes Dollarama inc. (de 2017 à févr. 2021)
Geoffrey Robillard Québec, Canada	Premier vice-président, Division des importations	2004	—
Mark Di Pesa Québec, Canada	Premier vice-président, Ressources humaines	2021	Premier vice-président, Ressources humaines Saputo Inc. (d'avril 2019 à mai 2021)
Laurence L'Abbé Québec, Canada	Première vice-présidente, Affaires juridiques et secrétaire corporatif	2022	Avocate Générale Adjointe La Compagnie Lion Électrique (de janv. 2022 à juill. 2022) Directrice, Affaires juridiques Caisse de dépôt et placement du Québec (de 2018 à déc. 2021)
John Assaly Québec, Canada	Vice-président, Approvisionnement mondial	2013	—

⁽¹⁾ M. Rossy est président et chef de la direction de la Société depuis le 1^{er} mai 2016. Avant d'être nommé à ce poste par le conseil d'administration, il était chef de la mise en marché de Dollarama depuis 2010.

⁽²⁾ Depuis le 14 août 2019, Nicolas Hien est aussi vice-président exécutif de Dollarcity.

En tant que groupe, les administrateurs et les hauts dirigeants de la Société avaient la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, de 7 254 036 actions ordinaires, soit environ 2,60 % des actions ordinaires en circulation avant dilution au 31 mars 2024.

11.3 Interdiction d'opérations, faillites, amendes ou sanctions

À la connaissance de la Société, aucun administrateur ou haut dirigeant :

- a) n'est, à la date de la notice annuelle, ou n'a été, au cours des dix années précédentes, administrateur, chef de la direction ou chef de la direction financière d'une société (y compris de la Société) qui :
 - (i) a fait l'objet d'une ordonnance prononcée pendant que l'administrateur ou le haut dirigeant exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef de la direction financière;
 - (ii) a fait l'objet d'une ordonnance prononcée après que l'administrateur ou le haut dirigeant a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef de la direction financière et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions.

Pour l'application des paragraphes qui précèdent, une « ordonnance » s'entend de l'une des ordonnances suivantes qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs : (i) toute ordonnance d'interdiction d'opérations; (ii) toute ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations; (iii) toute ordonnance qui a refusé à la société pertinente le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières.

À la connaissance de la Société, aucun administrateur, haut dirigeant ou actionnaire détenant un nombre suffisant d'actions ordinaires pour influencer de façon importante sur le contrôle de la Société :

- a) n'est, à la date de la notice annuelle, ou n'a été, au cours des dix années précédentes, administrateur ou haut dirigeant d'une société (y compris la Société) qui, pendant qu'il exerçait ces fonctions ou dans l'année suivant la cessation de ces fonctions, a fait faillite, a fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, a été poursuivie par ses créanciers, a conclu un concordat ou un compromis avec eux, a intenté des poursuites contre eux, a pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou bien a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens;
- b) n'a, au cours des dix années précédant la date de la notice annuelle, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou n'a vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite être nommé pour détenir ses biens;

à l'exception de :

- (i) Stephen Gunn, administrateur de la Société, qui, de 2016 à 2018, était administrateur de Golf Town Canada Inc., laquelle a obtenu la protection de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) (la « LACC ») en septembre 2016, et qui, de 2012 à janvier 2023, était administrateur de Mastermind Toys, laquelle a obtenu la protection de la LACC en novembre 2023;

- (ii) Joshua Bekenstein, administrateur de la Société, qui, de 2005 à 2019, était administrateur de Toys “R” Us, Inc., laquelle a fait faillite aux États-Unis et a demandé la protection de la LACC au Canada en septembre 2017 et qui, de 2010 à 2017, était administrateur de The Gymboree Corporation, laquelle a fait faillite aux États-Unis en juin 2017 et a demandé la protection de la LACC au Canada en janvier 2019.

À la connaissance de la Société, aucun administrateur, haut dirigeant ou actionnaire détenant un nombre suffisant d’actions ordinaires pour influencer de façon importante sur le contrôle de la Société ne s’est vu infliger :

- a) des amendes ou des sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni n’a conclu de règlement à l’amiable avec celle-ci;
- b) toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision d’investissement.

11.4 Conflits d’intérêts

À la connaissance de la direction et sauf pour ce qui est des baux immobiliers conclus avec des entités contrôlées par la famille Rossy, il n’existe aucun conflit d’intérêts important actuel ou éventuel entre la Société et ses administrateurs, dirigeants ou autres membres de la direction en raison de leurs intérêts commerciaux externes, sous réserve du fait que certains administrateurs et dirigeants occupent ces fonctions dans d’autres sociétés, ce qui pourrait donner naissance à un conflit entre leurs devoirs envers la Société et leurs devoirs envers ces autres sociétés. Voir « Administrateurs et dirigeants » et « Membres de la direction et autres personnes intéressés dans des opérations importantes ».

11.5 Indemnisation et assurance

La Société a souscrit une assurance des administrateurs et dirigeants. La Société a également conclu des conventions d’indemnisation avec chacun de ses administrateurs. Les conventions d’indemnisation obligeront généralement la Société à indemniser les administrateurs, dans toute la mesure permise par la loi, contre les responsabilités qui découlent des services qu’ils rendent en qualité, à condition d’avoir agi honnêtement, de bonne foi et d’une manière qu’ils étaient raisonnablement fondés à considérer comme non contraire aux intérêts de la Société, et en ce qui concerne les poursuites criminelles et administratives ou les poursuites sanctionnées par le paiement d’amendes, à condition qu’ils n’aient pas eu de motifs raisonnables de croire que leur conduite était illégale. Les conventions d’indemnisation prévoient également que la Société peut avancer les frais de défense de ses administrateurs et dirigeants.

12 RENSEIGNEMENTS SUR LE COMITÉ D'AUDIT

12.1 Règles du comité d'audit

Le conseil d'administration a adopté des règles écrites (les « règles du comité d'audit ») selon lesquelles le comité d'audit assume, entre autres, les responsabilités suivantes : (i) examiner les états financiers de la Société et les documents d'information publics renfermant de l'information financière, et présenter des rapports sur cet examen au conseil d'administration; (ii) veiller à ce que les procédures adéquates soient en place pour l'examen des documents d'information publique de la Société contenant de l'information financière; (iii) superviser le travail et s'assurer de l'indépendance de l'auditeur externe; (iv) examiner, évaluer et approuver les procédures de contrôle interne mises en œuvre et maintenues par la direction.

Dans le cadre de son mandat, le comité d'audit s'est vu attribuer la responsabilité principale de superviser les risques, notamment de superviser les risques liés à la cybersécurité et aux questions ESG et de présenter des rapports périodiques au conseil d'administration à cet égard. Plus précisément, le comité d'audit doit s'assurer que les risques ou les expositions auxquels fait face la Société, notamment les risques liés aux technologies de l'information émergentes et les risques liés à la cybersécurité, sont repérés, évalués, surveillés, gérés et atténués adéquatement, examiner et approuver l'information financière et l'information ESG de la Société, y compris le rapport ESG, approuver les stratégies et les opportunités ESG menées par la direction, notamment à l'égard de la stratégie climatique de la Société, et faire rapport au conseil d'administration sur les priorités, les défis et les progrès.

Une copie des règles du comité d'audit, modifiées pour la dernière fois le 3 avril 2024, est jointe à la notice annuelle en annexe A et peut être consultée sur le site Web de la Société au www.dollarama.com.

12.2 Composition du comité d'audit

À la date des présentes, le comité d'audit est composé de cinq membres, soit Huw Thomas (président), Kristin Mugford, Nicholas Nomicos, Samira Sakhia et Thecla Sweeney. Chaque membre du comité d'audit est indépendant et possède des compétences financières, au sens du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*.

12.3 Formation et expérience pertinentes des membres du comité d'audit

Tous les membres du comité d'audit : (i) comprennent les principes comptables employés par la Société dans la préparation de ses états financiers; (ii) ont la capacité d'évaluer l'application générale de ces principes comptables à la comptabilisation des estimations, des charges de régularisation et des réserves; (iii) ont de l'expérience dans la préparation, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société (ou ils ont déjà supervisé activement des personnes qui s'acquittent de pareilles tâches); (iv) comprennent les contrôles et les procédures internes nécessaires à la production de l'information financière.

En plus de son expérience générale dans le domaine des affaires, chaque membre du comité d'audit possède la formation et l'expérience qui suivent relativement à l'exercice de ses fonctions à ce titre :

Huw Thomas (président)

Administrateur de sociétés

Administrateur depuis 2011
Indépendant

Huw Thomas, FCPA, FCA, a été chef de la direction du Fonds de placement immobilier SmartCentres (le « FPI SmartCentres ») de 2013 à juin 2018, et a aussi été président du FPI SmartCentres de 2013 à août 2016. Il a été fiduciaire du FPI SmartCentres jusqu'en mai 2019. Auparavant, de 1996 à 2010, M. Thomas a occupé des postes supérieurs dans le domaine des finances auprès de La Société Canadian Tire Limitée, notamment le poste de chef des finances pendant neuf ans. M. Thomas est aussi président du conseil d'administration de Chartwell Retirement Residences. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences économiques de l'Université de Londres (R.-U.) et est comptable professionnel agréé au Royaume-Uni et au Canada. Il a obtenu le titre de Fellow du Chartered Professional Accountants of Ontario (FCPA) en 2013.

Kristin Mugford

Conférencière principale

Harvard Business School

Administratrice depuis 2018
Indépendante

Kristin Mugford est conférencière principale en administration des affaires au département de finance de la Harvard Business School. Avant de travailler dans le milieu universitaire, elle a passé près de 20 ans chez Bain Capital Partners, LP, s'étant jointe à leur branche d'investissement privé en 1994. Elle y a acquis une connaissance approfondie du secteur des biens de consommation et du secteur des médias et est devenue la première femme à occuper le poste de directrice générale. En 1998, elle a contribué au lancement de Bain Capital Credit, LP (auparavant appelée Sankaty Advisors, LP), membre du groupe de crédit de Bain Capital Partners, LP, où elle était un des membres principaux du comité de gestion et d'investissement. Elle a commencé sa carrière à la Walt Disney Company. Depuis juin 2002, elle est membre du conseil d'administration de Perella Weinberg Partners LP ainsi que membre de son comité d'audit et de son comité de rémunération. Elle a également été membre du conseil d'administration de Towne Park, fournisseur de premier plan de stationnement et d'accueil, de juillet 2016 à juin 2023. M^{me} Mugford est diplômée de la Harvard Business School en tant que Baker Scholar et est titulaire d'un baccalauréat ès arts spécialisé en économie du Harvard College.

Nicholas Nomicos

Conseiller principal

Nonantum Capital Partners, LLC

Administrateur depuis 2004
Indépendant

Nicholas Nomicos est conseiller principal de Nonantum Capital Partners, LLC, société d'investissement privé du marché intermédiaire, qu'il a fondée avec d'autres dirigeants en 2018. Il y a occupé le poste de directeur général d'avril 2018 à décembre 2021. M. Nomicos est également administrateur de BRP inc., président de son comité d'audit et membre de son comité d'investissement et des risques. De plus, il siège au conseil de deux sociétés fermées, soit Christianbook, LLC et Luxury Brand Holdings, faisant affaire sous le nom de Ross-Simons, un détaillant privé multicanaux basé aux États-Unis. Jusqu'en décembre 2016, M. Nomicos était directeur général de Bain Capital Credit, LP (auparavant appelée Sankaty Advisors, LP), membre du groupe de crédit de Bain Capital Partners, LP. Avant 2011, il était associé chez Bain Capital Partners, LP où il travaillait depuis 1999 dans divers investissements dans les secteurs de la fabrication et des biens de consommation. M. Nomicos est titulaire d'un baccalauréat en génie de l'Université Princeton et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de la Harvard Business School.

Samira Sakhia

Présidente et chef de la direction

Knight Therapeutics Inc.

Administratrice depuis 2021
Indépendante

Samira Sakhia est présidente et chef de la direction, ainsi que membre du conseil d'administration, de Knight Therapeutics Inc. (« Knight »), société pharmaceutique spécialisée et chef de file au Canada, qu'elle a rejointe en août 2016 en tant que présidente et chef de l'exploitation. Elle a également occupé le poste de chef des finances d'octobre 2017 à mars 2020. Avant d'entrer au service de Knight, M^{me} Sakhia a été chef des finances de Paladin Labs Inc., société pharmaceutique spécialisée, de 2001 à 2015. M^{me} Sakhia siège au comité consultatif international de la Faculté de gestion Desautels de l'Université McGill, et est membre du Conseil des gouverneurs de l'Université McGill, de son comité des finances et de son comité d'audit. De plus, elle est membre indépendante du conseil et présidente du comité d'audit du Centre universitaire de santé McGill. M^{me} Sakhia est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires, d'un baccalauréat en commerce et d'un diplôme d'études supérieures en comptabilité de l'Université McGill.

Thecla Sweeney

Associée

Alphi Capital Inc.

Administratrice depuis 2023
Indépendante

Thecla Sweeney est une associée et l'un des membres fondateurs d'Alphi Capital, une société d'investissement privé située à Toronto qui investit dans des entreprises canadiennes de moyenne envergure. Avant de fonder Alphi Capital en 2022, elle a occupé le poste de présidente exécutive du conseil d'administration et chef de la direction de Motion LP, un fournisseur privé de solutions complexes de mobilité et d'accessibilité au Canada, et a aussi agi à titre de partenaire opérationnel chez Birch Hill Equity Partners Management Inc., une société d'investissement privé située à Toronto en Ontario. Mme Sweeney a œuvré au sein de Birch Hill d'avril 2004 à juillet 2022 et y a occupé plusieurs postes à responsabilité croissante avant d'être nommée associée en 2010, puis partenaire opérationnel en novembre 2020. Précédemment, M^{me} Sweeney a travaillé dans le domaine du développement commercial pour Regional Airlines Holdings Inc. (Porter Airlines) et a été consultante chez Bain & Company. M^{me} Sweeney siège actuellement au conseil d'administration de Restaurant Brands International Inc. et a précédemment siégé au conseil d'administration de Motion LP, de Mastermind LP, un détaillant privé de jouets spécialisés, de FlexNetworks LP, une entreprise privée de télécommunications, et de Sleep Country Canada. M^{me} Sweeney est titulaire d'un diplôme de premier cycle (avec distinction) de l'Université de Western Ontario et d'une maîtrise en administration des affaires de la Richard Ivey School of Business, où elle a été récipiendaire d'une bourse Ivey.

12.4 Politiques et procédures d'approbation préalable

Conformément aux règles du comité d'audit, celui-ci doit approuver préalablement tous les services non liés à l'audit devant être rendus à la Société par son auditeur externe.

12.5 Honoraires pour les services de l'auditeur externe

Pour les exercices 2024 et 2023, les honoraires suivants ont été facturés à la Société par son auditeur externe, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. :

Honoraires	Exercice 2024	Exercice 2023
Honoraires d'audit ⁽¹⁾	970 389 \$	969 925 \$
Honoraires pour services liés à l'audit ⁽²⁾	309 223 \$	453 825 \$
Honoraires pour services fiscaux ⁽³⁾	51 787 \$	s.o.
Autres honoraires ⁽⁴⁾	360 522 \$	54 950 \$
Total des honoraires	1 691 921 \$	1 478 700 \$

(1) Les « honoraires d'audit » comprennent les honoraires nécessaires à l'audit annuel des états financiers consolidés. Cette catégorie comprend aussi des honoraires d'audit liés à de nouvelles normes comptables et aux procédures requises dans le cadre du placement de billets non garantis de premier rang.

(2) Les « honoraires pour services liés à l'audit » comprennent les honoraires pour les services d'assurance et les services connexes qui se rapportent raisonnablement à l'audit ou à l'examen des états financiers et ne sont pas compris dans les honoraires d'audit. Cette catégorie comprend les honoraires liés à des procédures en matière de contrôles internes.

(3) Les « honoraires pour services fiscaux » comprennent les honoraires pour tous les services fiscaux autres que ceux figurant sous « honoraires d'audit » et « honoraires pour services liés à l'audit ». Cette catégorie comprend les honoraires en matière de conseils fiscaux, de planification fiscale et d'aide dans le cadre des audits fédéral et provinciaux effectués dans le cours normal des activités.

(4) Les « autres honoraires » comprennent les honoraires pour les produits et les services fournis par l'auditeur externe autres que ceux mentionnés ci-dessus. Cette catégorie comprend des honoraires pour services de traduction.

13 POURSUITES ET APPLICATION DE LA LOI

La Société est à l'occasion partie à des poursuites et à des recours réglementaires dans le cours normal de ses activités. Du fait qu'elle exerce des activités de vente au détail, la Société peut à l'occasion être exposée à des actions collectives pouvant donner lieu à la réclamation de dommages pécuniaires. Par exemple, la Société est actuellement engagée dans les actions collectives suivantes, à l'étape de l'autorisation, devant la Cour supérieure du Québec : (i) une demande d'autorisation d'exercer une action collective contre plusieurs producteurs et détaillants d'olives noires, y compris Dollarama, alléguant que les parties défenderesses ont fait des déclarations fausses ou trompeuses sur l'utilisation du gluconate pour faire mûrir des olives, en violation de la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec, (ii) une demande d'autorisation d'exercer une action collective contre Dollarama et plusieurs autres détaillants alléguant que les détaillants défendeurs ont annoncé faussement le prix d'achat de cartes de crédit prépayées Visa, Mastercard et American Express en ne divulguant pas leurs frais d'activation conformément à la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec, (iii) une demande d'autorisation d'exercer une action collective contre Dollarama et plusieurs autres détaillants alléguant que les parties défenderesses ont fait des déclarations fausses ou trompeuses lors de l'annonce de sacs « recyclables », en violation de la *Loi sur la protection du consommateur* du Québec, du *Code civil du Québec* et de la *Loi sur la concurrence* du Canada, et (iv) une demande d'autorisation d'exercer une action collective contre Dollarama et d'autres détaillants alléguant que les parties défenderesses n'ont pas correctement affiché le prix de produits soumis à des écofrais vendus au Canada.

Sous réserve de ce qui précède et d'après l'information actuellement disponible, la direction est d'avis qu'aucune des poursuites qui visent la Société actuellement, ou qui l'ont visée depuis le début du dernier exercice clos, pris individuellement ou ensemble, n'est important pour sa situation financière consolidée ou ses résultats d'exploitation. Voir la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de l'exercice 2024 de la Société (Risques juridiques et réglementaires – Poursuites).

14 MEMBRES DE LA DIRECTION ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À l'heure actuelle, la Société loue 19 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy aux termes de baux à long terme, qui ont été renouvelés le 3 avril 2024. Pour chaque bail, la Société a négocié une prolongation à long terme et des mises à jour des modalités qui, à la suite de l'examen et de la recommandation du comité d'audit, ont été approuvées par les membres du conseil d'administration qui n'avaient aucun intérêt dans l'opération. Ces modalités ne sont pas considérées moins favorables pour la Société que celles qui auraient pu être négociées avec des tiers sur la base, entre autres éléments, d'une évaluation réalisée avec l'aide de conseillers juridiques de même que d'études comparatives de tarifs de location préparées par un tiers indépendant.

Au 28 janvier 2024, le solde des obligations locatives à payer à des entités contrôlées par la famille Rossy totalisait 14,9 millions de dollars. Les frais de location facturés par des entités contrôlées par la famille Rossy et non pris en compte dans les obligations locatives ont totalisé 8,8 millions de dollars pour l'exercice 2024.

Le conseil d'administration examine et approuve les opérations que la Société conclut avec une personne liée, par exemple les administrateurs, les dirigeants et les porteurs d'au moins 10 % des titres à droit de vote, ainsi que les membres de leur groupe et les personnes avec qui ils ont des liens, les membres de la famille immédiate de ces personnes et les autres personnes qui, selon le conseil d'administration, peuvent être considérées comme des parties liées. Avant que le conseil d'administration étudie une opération avec une partie liée, les faits importants relatifs à la relation avec la partie liée ou à son intérêt dans l'opération sont communiqués au comité d'audit, qui fait une recommandation au conseil d'administration; celui-ci est considéré avoir approuvé l'opération uniquement si la majorité des administrateurs non intéressés dans l'opération l'ont approuvée. La direction estime avoir conclu chacune des opérations mentionnées aux présentes à des conditions au moins aussi favorables que celles que la Société aurait obtenues de tiers ne faisant pas partie de son groupe.

15 AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour les actions ordinaires est Services aux investisseurs Computershare Inc., à ses bureaux de Toronto et de Montréal.

16 CONTRATS IMPORTANTS

Exception faite des contrats conclus dans le cours normal des activités et des actes de fiducie conclus avec Société de fiducie Computershare du Canada, agissant à titre de fiduciaire, dans le cadre de chacun des placements de billets non garantis de premier rang (dont des copies sont disponibles sur SEDAR+ au www.sedarplus.com), la Société n'a pas conclu de contrat important au cours de l'exercice 2024 ou avant l'exercice 2024 et qui serait toujours en vigueur. Un résumé des principales modalités des actes de fiducie figure à la rubrique « Description des dettes importantes – Billets non garantis de premier rang ».

17 INTÉRÊTS DES EXPERTS

L'auditeur indépendant de la Société, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, a établi un rapport de l'auditeur indépendant daté du 4 avril 2024 à l'égard des états financiers consolidés de la Société et des notes y afférentes en date du 28 janvier 2024 et du 29 janvier 2023, ainsi que pour chacun des exercices 2024 et 2023. Le cabinet PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, a indiqué qu'il est indépendant de la Société au sens du Code de déontologie des comptables professionnels agréés.

18 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements supplémentaires, notamment sur la rémunération des administrateurs et des dirigeants, les prêts qui leur ont été consentis, le nom des principaux porteurs de titres de la Société et les titres autorisés aux fins d'émission dans le cadre de régimes de rémunération sous forme de titres de participation, figurent dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société, établie pour l'assemblée annuelle des actionnaires qui doit être tenue le 12 juin 2024, disponible sous peu sur SEDAR+ au www.sedarplus.com et sur le site Web de la Société au www.dollarama.com. Des renseignements sur les pratiques de gouvernance se trouvent aussi dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction. Des renseignements financiers supplémentaires sont fournis dans les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion de la Société qui ont été établis pour l'exercice 2024, également disponibles sur SEDAR+ au www.sedarplus.com et sur le site Web de la Société au www.dollarama.com.

Les renseignements présentés sur le site Web de la Société ne font pas partie de la présente notice annuelle et n'y sont pas intégrés par renvoi.

ANNEXE A

RÈGLES DU COMITÉ D'AUDIT (les « règles ») DE DOLLARAMA INC. (la « Société »)

1 OBJET

Le comité d'audit (le « **comité** ») est un comité du conseil d'administration (le « **conseil** ») de Dollarama inc. Les membres du comité et son président (le « **président** ») sont nommés par le conseil tous les ans (ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient dûment nommés) afin de faire ce qui suit :

- (1) examiner et approuver les documents d'information financière;
- (2) surveiller les contrôles financiers de la Société;
- (3) veiller à ce que la Société respecte les engagements financiers et les exigences des lois et des règlements régissant les questions de communication de l'information financière;
- (4) surveiller la responsabilité de la direction (la « **direction** ») relativement à l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne et à la présentation de rapports à l'égard de celui-ci;
- (5) surveiller l'indépendance, les compétences, la nomination et le rendement de l'auditeur externe de la Société;
- (6) surveiller la gestion des risques financiers de la Société;
- (7) surveiller la gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») auxquels la Société fait face, approuver les stratégies et les opportunités ESG proposées par la direction et examiner la communication ESG de la Société.

2 COMPOSITION

Le comité devrait être composé d'au moins trois (3) administrateurs, selon ce qui est déterminé par le conseil.

- (1) Le comité doit être constitué comme le prévoit le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, dans sa version éventuellement modifiée ou remplacée (le « **Règlement 52-110** »).
- (2) Tous les membres du comité doivent (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) être indépendants (au sens du Règlement 52-110) et ne doivent pas avoir de relations dont le conseil pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles nuisent à l'indépendance du jugement d'un membre du comité.
- (3) Aucun membre du comité ne doit recevoir, à l'exception de la rémunération reçue à titre de membre du conseil ou de membre du comité ou des autres comités du conseil, d'honoraires de consultation, de conseil ou d'autres honoraires de la Société ou de l'une de ses parties liées ou de ses filiales.
- (4) Tous les membres du comité doivent (sauf dans la mesure permise par le Règlement 52-110) posséder des compétences financières (une personne possède des compétences financières si elle a la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présente des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société).

- (5) Tout membre du comité peut être destitué ou remplacé à tout moment par le conseil, et tout membre cesse d'être membre du comité lorsqu'il cesse d'être administrateur. Le conseil peut pourvoir à un poste au comité d'audit en choisissant un de ses membres. S'il survient une vacance au sein du comité, les autres membres peuvent exercer tous les pouvoirs du comité pour autant qu'il y ait quorum.

3 EXIGENCES RELATIVES AUX RÉUNIONS

- (1) Les membres du comité devraient se réunir au moins quatre (4) fois par année ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent. Les membres du comité devraient se réunir dans les 45 jours suivant la fin des trois premiers trimestres de la Société et sont tenus de se réunir dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice.
- (2) La majorité des membres du comité ou tout nombre plus important de membres que le comité peut fixer par voie de résolution constitue le quorum aux fins des délibérations à une réunion du comité. Toutes les décisions et recommandations du comité sont prises par un vote majoritaire des membres présents à la réunion.
- (3) Les réunions du comité doivent être tenues au moment et à l'endroit que l'un ou l'autre des membres du comité fixe au moyen d'un avis de convocation de 48 heures à chacun des autres membres du comité. Les membres du comité peuvent renoncer à l'obligation de remise d'un avis de convocation. Le président du conseil, le chef de la direction, le chef de la direction financière, le secrétaire ainsi que l'auditeur externe, peuvent demander que le président convoque une réunion.
- (4) Le comité peut se réunir par conférence téléphonique ou par tout autre moyen autorisé par la loi ou les règlements de la Société.
- (5) Le président doit approuver l'ordre du jour des réunions et s'assurer que les documents de référence sont correctement préparés et distribués aux membres suffisamment à l'avance pour qu'ils puissent les étudier avant la réunion.
- (6) Les procès-verbaux des réunions du comité doivent rapporter correctement toutes les discussions importantes du comité et les décisions prises par lui, notamment les recommandations devant être faites au conseil par le comité, et doivent être soumis aux membres du comité pour approbation.
- (7) Le comité peut demander aux dirigeants et aux employés de la Société (y compris les membres du même groupe que celle-ci et ses filiales) ou à d'autres personnes (y compris l'auditeur externe) d'assister aux réunions et de fournir les renseignements demandés par le comité. Ceux-ci ont plein accès aux renseignements de la Société (y compris ceux des membres de son groupe, de ses filiales et de leurs divisions respectives) et auront le droit de discuter de ces renseignements et d'autres questions touchant les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société avec la direction, les employés, l'auditeur externe et d'autres personnes s'ils le jugent approprié.
- (8) Le comité ou son président doit rencontrer au moins une fois par année la direction et l'auditeur externe dans le cadre de réunions distinctes pour discuter des questions dont le comité ou chacun de ces groupes souhaite discuter en privé. En outre, les membres du comité ou son président devraient rencontrer la direction de la Société tous les trimestres relativement aux états financiers intermédiaires de la Société.
- (9) Le comité, par l'intermédiaire de son président, fait rapport au conseil de toutes ses délibérations à la prochaine réunion du conseil et lorsque le conseil le demande, ou lorsque le comité le juge souhaitable, à son gré.

4 RESPONSABILITÉS ET FONCTIONS

Pour aider le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance (et sans que soit limitée la portée générale du rôle du comité), le comité exerce les fonctions suivantes :

A. Information financière

- (1) Examiner et approuver les états financiers intermédiaires de la Société, y compris les attestations, rapports, avis ou examens fournis par l'auditeur externe et les rapports de gestion et communiqués de presse y afférents, et les recommander au conseil d'administration pour approbation.
- (2) Examiner et approuver les états financiers annuels de la Société, y compris les attestations, rapports, avis ou examens fournis par l'auditeur externe, la notice annuelle et les rapports de gestion et communiqués de presse y afférents, et les recommander au conseil d'administration pour approbation.
- (3) Examiner les autres communiqués de presse qui contiennent des informations financières et d'autres renseignements financiers de la Société fournis au public ou à un organisme gouvernemental, à la demande du comité, et approuver ces communiqués de presse.
- (4) S'assurer que la direction ait mis en place des procédures adéquates pour l'examen de l'information financière de la Société extraite ou tirée des états financiers de la Société et du rapport de gestion y afférant que la Société doit communiquer au public.
- (5) Examiner les litiges, les réclamations ou les autres éventualités, de même que les initiatives réglementaires ou comptables pouvant avoir une incidence considérable sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société ainsi que la pertinence de la divulgation connexe dans les documents examinés par le comité d'audit.
- (6) Recevoir des rapports périodiques de la direction évaluant le bien-fondé et l'efficacité des contrôles et des procédures de divulgation de l'information et des systèmes de contrôle interne de la Société.

B. Contrôle interne

- (1) Évaluer la procédure de la direction permettant de repérer et de gérer les risques importants liés aux activités de la Société.
- (2) Examiner l'efficacité des systèmes de contrôle interne en vue de surveiller le respect des lois et des règlements.
- (3) Être investi du pouvoir de communiquer directement avec l'auditeur interne.
- (4) Recevoir des rapports périodiques de la direction évaluant le bien-fondé et l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la Société.
- (5) Évaluer l'efficacité globale des contrôles internes et de la méthode de gestion des risques en discutant avec la direction et l'auditeur externe, et voir si les recommandations faites par l'auditeur externe ont été suivies par la direction.

C. Lien avec l'auditeur externe

- (1) Recommander au conseil le choix de l'auditeur externe ainsi que les honoraires et les autres frais devant être versés à ce dernier.
- (2) Être investi du pouvoir de communiquer directement avec l'auditeur externe et voir à ce que l'auditeur externe soit à la disposition du comité et du conseil, au besoin.

- (3) Informer l'auditeur externe qu'il relève du comité et non de la direction.
- (4) Surveiller le lien entre la direction et l'auditeur externe, examiner notamment les lettres de la direction ou d'autres rapports de l'auditeur externe, et discuter de toute divergence d'opinions importante entre eux et régler les différends qu'ils ont.
- (5) Si cela est jugé approprié, établir des systèmes distincts de présentation de l'information financière au comité par la direction et par l'auditeur externe.
- (6) Examiner tous les ans, avec l'auditeur externe, toutes les relations importantes qu'il entretient avec la Société, la direction ou les employés qui pourraient nuire à l'indépendance de l'auditeur externe.
- (7) Approuver au préalable tous les services non liés à l'audit (ou déléguer cette approbation préalable s'il l'estime préférable ou si les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables le permettent) que doit rendre l'auditeur externe.
- (8) Examiner le rendement de l'auditeur externe et recommander la destitution de celui-ci lorsque le comité l'estime justifié dans les circonstances.
- (9) Consulter périodiquement l'auditeur externe, sans la présence de la direction, au sujet : a) des risques ou des expositions auxquels fait face la Société; b) des contrôles internes et autres mesures que la direction a pris pour contrôler ces risques; c) de l'exhaustivité et de l'exactitude des états financiers de la Société, y compris le bien-fondé des contrôles internes pour relever les paiements, les opérations ou les procédures qui pourraient être jugés illégaux ou irréguliers.
- (10) Examiner et approuver les candidatures d'associés ou d'employés actuels ou anciens de l'auditeur externe actuel (ou d'un ancien auditeur externe) de la Société.

D. Processus d'audit

- (1) Examiner l'étendue, les plans et les conclusions de l'audit et des examens effectués par l'auditeur externe, y compris la lettre de mission de l'auditeur, la lettre de recommandation adressée par celui-ci à la direction à la suite de l'audit, le cas échéant, et le libellé du rapport de l'auditeur. Le comité peut autoriser l'auditeur externe à effectuer les examens, l'audit ou les autres travaux supplémentaires que le comité juge souhaitables.
- (2) Après la réalisation de l'audit annuel et des examens trimestriels, examiner séparément avec la direction, d'une part, et l'auditeur externe, d'autre part, les modifications importantes qui ont été apportées aux procédures à suivre, les difficultés survenues au cours de l'audit et, selon le cas, des examens, y compris les restrictions imposées à l'étendue des travaux ou à l'accès aux renseignements demandés et la collaboration qui a été fournie à l'auditeur externe au cours de l'audit et, selon le cas, des examens.
- (3) Examiner tout désaccord important survenu entre la direction et l'auditeur externe dans le cadre de l'établissement des états financiers.
- (4) Si un différend important entre la direction et l'auditeur externe n'ayant pas d'incidence sur les états financiers audités demeure en suspens, le comité doit s'assurer qu'un plan d'action a été convenu pour résoudre le différend.
- (5) Examiner avec l'auditeur externe et la direction les constatations importantes qui ont été faites et la mesure dans laquelle les modifications ou les améliorations à apporter aux pratiques financières ou comptables qui ont été approuvées par le comité ont été mises en œuvre.
- (6) Examiner le système en place pour s'assurer que les états financiers, le rapport de gestion et les autres informations financières soumis aux autorités de réglementation, ainsi qu'au public, respectent les exigences applicables.

E. Méthodes de présentation de l'information financière

- (1) Examiner l'intégrité des méthodes de présentation de l'information financière de la Société, à l'interne et à l'externe, en collaboration avec l'auditeur externe.
- (2) Examiner périodiquement la nécessité d'une fonction d'audit interne, s'il n'en existe pas.
- (3) Examiner les questions importantes concernant les états de la situation financière, les obligations éventuelles importantes et les opérations importantes entre personnes liées.
- (4) Examiner avec la direction et l'auditeur externe les conventions comptables de la Société et toute modification qu'il est proposé d'y apporter, notamment les conventions et méthodes comptables critiques utilisées, les autres méthodes de traitement de l'information financière qui ont fait l'objet de discussions avec la direction, les conséquences de l'utilisation de ces autres méthodes et le traitement privilégié par l'auditeur externe, ainsi que toutes les autres communications importantes avec la direction qui s'y rattachent. Examiner la communication et l'incidence des éventualités et le caractère raisonnable des provisions, des réserves et des estimations qui pourraient avoir une incidence importante sur la présentation de l'information financière.

F. Généralités

- (1) Recevoir des rapports trimestriels de la direction concernant les principaux risques auxquels la Société fait face, y compris les risques liés aux questions ESG, en mettant l'accent sur les risques liés aux opérations et la chaîne d'approvisionnement, et évaluer le caractère adéquat et l'efficacité des mesures prises par la direction pour surveiller, gérer et atténuer ces risques.
- (2) Recevoir des rapports trimestriels de la direction concernant les stratégies et les occasions liées aux questions ESG, incluant la stratégie climatique de la Société, et en évaluer le caractère approprié, tant au niveau de la pertinence pour la Société qu'au niveau du moment opportun pour la direction de les réaliser.
- (3) Examiner la communication de l'information ESG de la Société, y compris son rapport ESG, et faire des recommandations au conseil à cet égard.
- (4) Superviser la gestion des risques importants et émergents liés aux technologies de l'information (TI), y compris la cybersécurité, et recevoir périodiquement des rapports de la direction sur les principaux projets informatiques et la mise en œuvre et l'efficacité des programmes de gestion des risques connexes. Ces rapports devraient inclure toute information pertinente pour permettre au comité de se prononcer sur les tendances et l'exposition significative aux risques liés aux TI.
- (5) Examiner et approuver toutes les opérations entre parties liées, y compris tout renouvellement de celles-ci, et les recommander au conseil d'administration pour approbation.
- (6) Informer le conseil des questions qui pourraient avoir une incidence importante sur la situation financière ou les affaires de l'entreprise.
- (7) Donner suite aux demandes soumises par le conseil à l'égard des fonctions et activités que ce dernier demande au comité d'exécuter.
- (8) Passer régulièrement en revue la pertinence du mandat du comité avec le comité de nomination et de gouvernance et en discuter avec lui.
- (9) Examiner périodiquement les présentes règles et, s'il le juge approprié, recommander au conseil des modifications à celles-ci.
- (10) Examiner l'information concernant le comité d'audit qui doit être publiée conformément au Règlement 52-110.

- (11) Examiner tous les ans, avec l'auditeur externe, toutes les relations importantes qu'il entretient avec la Société en vue d'évaluer son indépendance, et en discuter avec lui.
- (12) Retenir, à son gré, les services de conseillers juridiques indépendants, de comptables et d'autres experts pour l'aider à s'acquitter de ses fonctions, et fixer et payer (aux frais de la Société) les honoraires de ces conseillers.
- (13) Examiner à l'avance et approuver l'embauche et la nomination des dirigeants financiers de la Société.
- (14) Exercer toute autre fonction que le comité ou le conseil juge nécessaire ou appropriée.

5 PROCÉDURES EN MATIÈRE DE PLAINTES

- (1) Tout le monde peut soumettre une plainte portant sur la conduite de la Société ou de ses employés ou mandataires (y compris son auditeur externe) que l'on estime raisonnablement avoir trait à des questions douteuses, notamment de comptabilité, de contrôle interne de la comptabilité ou d'audit. Le président du comité supervisera le traitement de ces plaintes.
- (2) Les plaintes doivent être adressées au président du comité.
- (3) Le comité fera son possible pour préserver la confidentialité de l'identité du plaignant.
- (4) Le président du comité dirigera l'examen et l'enquête suivant la réception d'une plainte. Le comité tiendra un registre de toutes les plaintes reçues. Il prendra des mesures correctives s'il y a lieu.

6 RESTRICTIONS APPLICABLES AUX FONCTIONS DU COMITÉ

- (1) Dans le cadre de l'exécution des fonctions du comité aux termes des présentes règles, chaque membre du comité est tenu d'exercer uniquement le degré de soin, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances comparables. Aucune disposition des présentes règles ne vise à imposer à un membre du comité une norme de soin ou de diligence qui est plus rigoureuse ou importante que celle à laquelle les administrateurs sont assujettis, et aucune disposition ne peut être interprétée comme telle.
- (2) Les membres du comité ont le droit de se fier, sauf connaissance expresse du contraire : (i) à l'intégrité des personnes et des organisations de qui ils reçoivent de l'information; (ii) à l'exactitude et à l'exhaustivité des renseignements fournis; (iii) aux déclarations faites par la direction de la Société quant aux services non liés à l'audit rendus à la Société par l'auditeur externe; (iv) aux états financiers de la Société qui, selon un membre de la direction ou un rapport écrit de l'auditeur externe, présentent fidèlement la situation financière de la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus; (v) à tout rapport d'un avocat, d'un comptable, d'un ingénieur, d'un évaluateur ou d'une autre personne dont la profession donne de la crédibilité à une déclaration que cette personne fait.
- (3) Le comité est un comité du conseil et n'est pas et ne doit pas être considéré comme un mandataire des porteurs de titres de la Société à quelque fin que ce soit. Le conseil peut, de temps à autre, autoriser des dérogations aux modalités des présentes, de façon prospective ou rétrospective, et aucune disposition des présentes n'est censée engager la responsabilité civile envers les porteurs de titres de la Société, ni aucune autre responsabilité.

Adoptées le 16 octobre 2009; modifiées le plus récemment le 3 avril 2024